

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT  
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

**MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT**

D. 2012 — 1844 (2009 — 2866)

[2012/202992]

**4. JUNI 2009 — Erlass der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
zur Festlegung der Ausbildungsbedingungen für mittelständische Lehrlinge und Ausbildungsbetriebe. — Erratum**

Die französische und die niederländische Übersetzung des vorgenannten Erlasses, die im *Belgischen Staatsblatt* vom 18. August 2009, Seite 54.614 beziehungsweise 54.623 veröffentlicht worden sind, werden durch folgende Texte ersetzt :

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE**

F. 2012 — 1844 (2009 — 2866)

[2012/202992]

**4 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone  
portant établissement des conditions de formation pour les apprentis des Classes moyennes  
et pour les entreprises de formation. — Erratum**

La traduction française de l'arrêté susmentionné, publiée au *Moniteur belge* du 18 août 2009, page 54.614, doit être remplacée par le texte suivant :

**« 4 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone  
portant établissement des conditions de formation pour les apprentis des Classes moyennes  
et pour les entreprises de formation**

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu le décret du 16 décembre 1991 relatif à la formation et la formation continue dans les classes moyennes et les P.M.E., article 7, § 7, modifié par les décrets des 14 février 2000 et 17 mai 2004;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 24 février 1989 fixant une période pour la conclusion des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage contrôlé dans la formation permanente des Classes moyennes;

Vu l'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage contrôlé dans la formation permanente des Classes moyennes;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 mai 2009;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 9 avril 2009;

Vu l'avis de l'Institut pour la formation et la formation continue dans les Classes moyennes et les P.M.E., donné le 22 avril 2009;

Vu l'avis 46.614/2 du Conseil d'Etat, donné le 2 juin 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre compétent en matière de Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup> - L'apprentissage comprend une formation pratique dans une entreprise de formation agréée par l'Institut pour la formation et la formation continue dans les Classes moyennes et les P.M.E., dénommé ci-après « IAWM », formation complétée par des cours de formation générale et professionnelle, tests d'aptitude et examens.

§ 2 - L'apprentissage suppose la conclusion d'un contrat d'apprentissage par l'intermédiaire d'un secrétaire d'apprentissage. Le contrat d'apprentissage est conclu entre le chef d'entreprise et l'apprenti, respectivement son représentant légal.

Les conditions sont fixées dans les dispositions suivantes.

§ 3 - Si le chef d'entreprise exerce l'autorité parentale ou la tutelle sur l'apprenti, il conclut un engagement d'apprentissage contrôlé avec le secrétaire d'apprentissage.

Un engagement d'apprentissage contrôlé est soumis aux mêmes conditions qu'un contrat d'apprentissage.

§ 4 - Dans le cadre des dispositions suivantes, l'IAWM a pour mission :

1<sup>o</sup> d'agréer les contrats d'apprentissage conclus par l'intermédiaire des secrétaires d'apprentissage resp. retirer leur agrément et de surveiller le déroulement de l'apprentissage, notamment dans l'entreprise de formation;

2<sup>o</sup> contrôler les entreprises de formation, les agréer et retirer leur agrément.

§ 5 - Pour certaines professions, le Gouvernement peut fixer sur avis de l'IAWM des dispositions particulières quant à la conclusion de contrats d'apprentissage.

§ 6 - Les modèles de contrat d'apprentissage et d'engagement d'apprentissage contrôlé sont établis par le Ministre compétent en matière de Formation, sur proposition de l'IAWM.

Le contrat d'apprentissage et l'engagement d'apprentissage contrôlé mentionnent au moins :

1<sup>o</sup> l'identité exacte des parties;

2<sup>o</sup> le siège social de l'entreprise de formation;

3<sup>o</sup> son numéro d'entreprise;

4<sup>o</sup> le lieu où se déroule la formation pratique;

5<sup>o</sup> les dates de début et de fin du contrat d'apprentissage;

6<sup>o</sup> la durée hebdomadaire de la formation en entreprise;

7<sup>o</sup> le montant de l'allocation mensuelle minimale;

8° le cas échéant, l'identité du ou des formateur(s);

9° les droits et devoirs des parties;

10° les conditions de résiliation du contrat d'apprentissage;

11° les raisons qui pourraient mener au retrait de l'agrément du contrat d'apprentissage ou au retrait de l'autorisation de conclure de nouveaux contrats d'apprentissage;

12° le cas échéant, les devoirs particuliers des parties quant à une formation pratique interentreprises.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup> - Les contrats d'apprentissage ne peuvent être conclus que pour les formations professionnelles dont le programme a été à la fois approuvé par le Ministre compétent en matière de Formation et déclaré conforme à l'obligation scolaire à temps partiel en application de l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire par le Ministre compétent en matière d'Enseignement.

§ 2 - Il est possible d'apprendre simultanément plusieurs professions dans le cadre d'un contrat d'apprentissage. L'IAWM dresse la liste des professions qui peuvent faire l'objet d'une formation simultanée.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup> - Afin de garantir que l'apprenti acquière l'ensemble des compétences prévues au programme, l'IAWM pourra, dans certains cas particuliers, lui imposer de suivre une formation pratique interentreprises pour pouvoir conclure un contrat d'apprentissage.

Une formation pratique interentreprises peut être :

1° une formation pratique supplémentaire dont la durée et le contenu sont fixés à l'avance et suivie dans une autre entreprise de formation agréée;

2° une formation pratique auprès d'un organisateur de cours désigné par l'IAWM;

3° une formation pratique supplémentaire dont la durée et le contenu sont fixés à l'avance et suivie dans une autre entreprise de formation située dans un autre pays de l'Union européenne.

§ 2 - Le secrétaire d'apprentissage veille à ce que l'organisation des différents volets de la formation soit établie clairement par écrit et communiquée à toutes les personnes physiques et morales concernées par la formation pratique.

**Art. 4.** Les cours de formation générale et professionnelle, ainsi que les tests et examens ont généralement lieu dans un Centre de formation et de formation continue dans les Classes moyennes et les P.M.E. agréé conformément à l'article 27 du décret du 16 décembre 1991 relatif à la formation et à la formation continue dans les Classes moyennes et les P.M.E. et dénommé ci-après « ZAWM ».

§ 2 - Si, pour des raisons organisationnelles, aucun cours de formation générale ou professionnelle, aucun test ou aucun examen ne peut être proposé par un ZAWM, l'IAWM pourra désigner à cet effet un autre organisateur de cours, pour autant que l'Institut ait constaté que le contenu des cours, les conditions de tests et d'examens de cet organisateur correspondent largement à ceux du programme faisant l'objet de la formation.

#### CHAPITRE II. — Conditions d'accès pour les apprentis

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup> - Pour pouvoir conclure un contrat d'apprentissage, le jeune doit avoir satisfait à l'obligation scolaire à temps plein.

§ 2 - Les jeunes qui n'ont pas terminé avec fruit les deux premières années communes de l'enseignement secondaire ou la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel doivent d'abord réussir un test d'aptitude organisé par l'IAWM, à la demande du jeune ou de la personne chargée de son éducation, pendant la période durant laquelle des contrats d'apprentissage peuvent être conclus en Communauté germanophone.

Le test d'aptitude sera considéré comme réussi si le candidat obtient la moitié des points. L'IAWM fixe le contenu du test d'aptitude sur la base des compétences transmises pendant les deux premières années communes de l'enseignement secondaire.

En cas d'échec, le jeune peut représenter une fois le test d'aptitude par année de formation.

§ 3 - Les jeunes porteurs d'un certificat de cinquième année de l'enseignement secondaire professionnel spécial sont dispensés du test d'aptitude.

Les jeunes qui sont issus de l'enseignement secondaire spécial mais ne sont pas porteurs de ce certificat peuvent également être admis au test d'aptitude. Pour ce faire, ils apporteront la preuve que le centre psycho-médico-social compétent et le conseil de classe compétent de l'établissement d'enseignement secondaire spécial ont marqué leur accord pour son intégration dans l'apprentissage des Classes moyennes.

**Art. 6.** Le jeune ne peut pas avoir plus de 29 ans pour conclure un contrat d'apprentissage.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup> - Pour pouvoir conclure un contrat d'apprentissage, le jeune doit être déclaré physiquement apte à exercer la profession convenue.

§ 2 - L'examen médical doit être réalisé sans attendre, du moins pendant la période d'essai prévue au contrat d'apprentissage, par un service agréé de la médecine du travail et aux frais du chef d'entreprise.

**Art. 8.** Le jeune doit se déclarer prêt à participer, sur injonction du secrétaire d'apprentissage, à un entretien d'orientation auprès d'un centre psycho-médico-social ou du service d'orientation professionnelle de l'Office de l'Emploi de la Communauté germanophone, et ce avant la conclusion du contrat d'apprentissage ou en cours d'apprentissage.

#### CHAPITRE III. — Conditions d'agrément pour les entreprises de formation

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup> - Pour pouvoir conclure des contrats d'apprentissage, une entreprise doit être agréée comme entreprise de formation par l'IAWM.

§ 2 - L'entreprise de formation doit avoir le droit d'exercer la profession qui fait l'objet de la formation pratique. Si un accès spécifique à la profession est requis, celui-ci doit être prouvé.

§ 3 - L'entreprise de formation doit disposer des locaux et de l'équipement technique nécessaires à la transmission des compétences prévues au programme pour la profession faisant l'objet de la formation pratique.

Par profession faisant l'objet d'une formation, l'IAWM fixe un profil d'entreprise énumérant l'équipement technique minimal dont doit disposer une entreprise pour être agréée comme entreprise de formation.

§ 4 - L'entreprise de formation doit disposer du personnel, des structures organisationnelles et des activités suffisantes, en nature et en volume, pour lui permettre de transmettre les compétences prévues au programme pour la profession faisant l'objet de la formation pratique.

Dans le profil d'entreprise, l'IAWM énumère les structures organisationnelles minimales dont doit disposer une entreprise pour être agréée comme entreprise de formation.

§ 5 - Les dispositifs de sécurité et les installations sanitaires de l'entreprise de formation doivent respecter la législation sur le bien-être au travail.

§ 6 - Une entreprise qui n'est pas en mesure de transmettre, pour la profession faisant l'objet de la formation pratique, certaines des compétences prévues au programme ou qui ne correspond pas, en certains points, au profil d'entreprise susvisé peut tout de même être agréée comme entreprise de formation, à condition que tous les futurs apprentis participent à une formation pratique interentreprises.

§ 7 - Par profession faisant l'objet d'une formation, l'IAWM fixe le nombre maximal d'apprentis pouvant être formés simultanément par une même entreprise de formation.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup> - Pour pouvoir conclure des contrats d'apprentissage, le chef d'entreprise doit être d'une conduite irréprochable.

§ 2 - Le chef d'entreprise doit prouver qu'il possède les aptitudes professionnelles nécessaires à la transmission des compétences prévues au programme pour la profession faisant l'objet du contrat d'apprentissage.

§ 3 - Ces aptitudes professionnelles ne seront jugées présentes que si le chef d'entreprise remplit l'une des conditions suivantes :

1° il a suivi une formation de base certifiée dans la profession concernée et peut justifier d'une expérience professionnelle de six ans dans ladite profession après cette formation de base.

Au sens du présent arrêté, l'on entend par formation de base certifiée un apprentissage suivi avec fruit dans ladite profession ou une sixième année de l'enseignement secondaire technique ou professionnel réussie dans ladite profession;

2° il est porteur d'un diplôme de formation de chef d'entreprise ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur dans la profession concernée et peut justifier d'une expérience professionnelle de trois ans dans ladite profession;

3° à défaut d'une formation de base certifiée, d'un diplôme de formation de chef d'entreprise ou d'un certificat de l'enseignement supérieur, il peut justifier d'une expérience professionnelle de neuf ans dans ladite profession.

§ 4 - Le chef d'entreprise doit prouver qu'il dispose des aptitudes pédagogiques nécessaires à la transmission de compétences professionnelles durant la formation pratique.

§ 5 - Ces aptitudes pédagogiques ne seront jugées présentes que si le chef d'entreprise a réussi le perfectionnement pédagogique dispensé par l'IAWM.

L'IAWM fixe le contenu et la durée de ce perfectionnement pédagogique.

Toute personne ayant suivi avec fruit ce perfectionnement obtient un certificat dont le modèle est établi par le Ministre compétent en matière de Formation sur proposition de l'IAWM.

L'IAWM peut dispenser le chef d'entreprise de participer au perfectionnement pédagogique s'il peut attester de ses aptitudes en produisant un certificat d'aptitudes pédagogiques ou des certificats similaires dans le domaine de la pédagogie professionnelle.

L'IAWM ne pourra pas lui accorder plus d'un an de report pour apporter la preuve qu'il a suivi avec fruit le perfectionnement pédagogique.

§ 6 - Si l'entreprise de formation est une personne morale, sera considérée comme chef d'entreprise au sens du présent arrêté la personne chargée de la gestion quotidienne de l'entreprise et qui apporte la preuve qu'elle est mandatée par l'entreprise.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup> - Si le chef d'entreprise ne peut assurer personnellement la formation pratique d'apprentis ou s'il ne remplit pas les conditions énumérées à l'article 10, §§ 2 à 5, il devra désigner un formateur qu'il charge, sous sa responsabilité, de la formation pratique de l'apprenti.

§ 2 - Le formateur doit également être d'une conduite irréprochable.

§ 3 - Le formateur doit remplir les conditions énumérées à l'article 10, §§ 2 à 5.

§ 4 - Un chef d'entreprise ou le formateur ne peut jamais former simultanément plus de deux apprentis.

§ 5 - Lorsque le formateur désigné dans le contrat d'apprentissage quitte l'entreprise de formation avant l'échéance dudit contrat, l'IAWM peut accorder une dérogation à ces règles pour l'année de formation en cours.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup> - Lorsqu'une entreprise forme pour la première fois des apprentis à une profession donnée, l'IAWM l'agrée dans un premier temps pour trois ans comme entreprise de formation pour cette profession.

§ 2 - Si toutes les conditions d'agrément énumérées dans ce chapitre sont encore remplies au terme de ces trois années, l'IAWM octroie à ladite entreprise une agrément d'entreprise de formation pour une durée indéterminée.

§ 3 - L'entreprise agréée par l'IAWM pour une profession donnée reçoit un certificat dont le modèle est établi par le Ministre compétent en matière de Formation sur proposition de l'IAWM. En cas de retrait de l'agrément comme entreprise de formation, l'entreprise restitue sans délai le certificat à l'IAWM.

§ 4 - Pour chaque entreprise de formation, l'IAWM établit un dossier qui contient au moins les documents ou informations suivants :

1° une copie du certificat d'agrément comme entreprise de formation;

2° le nom et le siège social de l'entreprise de formation;

3° son numéro d'entreprise;

4° le lieu où se déroule la formation pratique;

5° le profil d'entreprise;

6° le cas échéant, les devoirs particuliers de l'entreprise de formation quant à une formation pratique interentreprises;

7° les données relatives au chef d'entreprise, la preuve qu'il est mandaté et dispose des aptitudes professionnelles, des aptitudes pédagogiques et de l'expérience professionnelle requises, ainsi que l'extrait de son casier judiciaire;

8° le cas échéant, les données relatives au(x) formateur(s), la preuve qu'il(s) dispose(nt) des aptitudes professionnelles, des aptitudes pédagogiques et de l'expérience professionnelle requises, ainsi que l'extrait de son (leur) casier judiciaire;

9° le règlement de travail de l'entreprise de formation.

#### CHAPITRE IV. — *Obligations des parties*

**Art. 13.** En signant le contrat d'apprentissage, le chef d'entreprise s'engage à donner à l'apprenti - ou à lui faire donner par un formateur - une formation pratique qui le prépare à exercer la profession faisant l'objet du contrat d'apprentissage.

**Art. 14.** Le chef d'entreprise et le formateur sont tenus :

1° de veiller à ce que les compétences prévues au programme pour la profession faisant l'objet du contrat d'apprentissage soient transmises à l'apprenti;

2° de préparer l'apprenti aux tests et examens ainsi qu'à l'exercice de la profession à laquelle il se destine;

3° de donner à l'apprenti l'attention et le soutien nécessaires et de mettre à sa disposition les aides, explications, moyens techniques et documents afin de réaliser ces objectifs;

4° d'initier l'apprenti dans les règles de l'art en tenant compte de l'état de la technique, tout en s'informant eux-mêmes des nouvelles technologies et de leur impact sur la formation;

5° d'intégrer l'apprenti dans son environnement de travail au sein de l'entreprise et de stimuler chez lui un comportement social et respectueux de la sécurité sur le lieu du travail;

6° de soutenir l'apprenti pendant la réalisation de ses travaux pratiques et de ses pièces d'exercice ou lors de l'établissement de rapports;

7° de ne pas astreindre l'apprenti à des tâches :

- étrangères à la profession à laquelle il est formé;
- dépourvues de tout caractère formatif;
- présentant des dangers pour sa santé et sa sécurité;
- interdites en vertu de la législation sur le travail;

8° de veiller au respect des dispositions relatives à la sécurité sur le lieu du travail, et ce aussi bien par l'apprenti que par tout tiers qui pourrait avoir une quelconque influence sur le déroulement de la formation;

9° de participer au perfectionnement pédagogique organisé par l'IAWM;

10° de tenir le secrétaire d'apprentissage au courant du déroulement de la formation pratique dans l'entreprise et de lui communiquer immédiatement, de sa propre initiative, tout problème qui se présente lors de l'exécution du contrat d'apprentissage;

11° d'accorder au secrétaire d'apprentissage un droit de regard quant au déroulement de la formation pratique en entreprise, de lui remettre les documents nécessaires à cette fin, et de lui fournir, sur simple demande, toutes les informations portant sur l'exécution du contrat d'apprentissage;

12° de tenir le représentant légal de l'apprenti, si ce dernier est mineur, au courant du déroulement de la formation pratique en entreprise;

13° de veiller, en collaboration avec le secrétaire d'apprentissage, à ce que l'apprenti fréquente dès le début de l'apprentissage les cours de formation générale et professionnelle et participe aux tests et examens.

14° de veiller, en collaboration avec le secrétaire d'apprentissage, à ce que l'apprenti suive la formation interentreprises prévue dans le contrat d'apprentissage;

15° de tenir, conformément aux instructions de l'IAWM et avec l'apprenti, le carnet de formation et de compléter régulièrement et scrupuleusement le schéma de progression dans la profession faisant l'objet du contrat d'apprentissage.

**Art. 15.** Le chef d'entreprise est en outre tenu :

1° de ne pas résilier unilatéralement le contrat en dehors de la période d'essai sans motif grave ou sans respecter les délais prévus;

2° d'autoriser l'apprenti à être absent de l'entreprise pour assister aux cours de formation générale et professionnelle et pour participer aux tests et examens. Lorsque ceux-ci ont lieu en dehors du temps de travail, il accordera à l'apprenti un repos compensatoire dans les dix jours ouvrables;

3° d'autoriser l'apprenti à être absent de l'entreprise pour suivre la formation interentreprises prévue dans le contrat d'apprentissage;

4° de supporter les frais de personnel, de matériel et d'organisation encourus pour la formation interentreprises de l'apprenti telle que prévue au contrat d'apprentissage et de continuer à remplir ses devoirs en tant que chef d'entreprise pendant toute la durée de cette formation interentreprises;

5° de libérer l'apprenti à 16 heures au plus tard la veille d'examens;

6° de supporter les frais de matériel et d'organisation encourus pour l'évaluation de la formation pratique durant l'apprentissage et l'examen pratique en fin d'apprentissage ainsi que de fournir, le cas échéant, les matières premières nécessaires;

7° de supporter, dans les limites minimales fixées par le jury d'examens et approuvées par l'IAWM, les frais de matériel et d'organisation encourus pour la réalisation du travail de fin d'apprentissage;

8° de mettre à la disposition de l'apprenti les outils, les matériaux et les vêtements de travail et de sécurité nécessaires à la formation pratique;

9° d'informer sans attendre et de sa propre initiative le secrétaire d'apprentissage lorsque l'apprenti est absent de l'entreprise pour des raisons médicales ou autres ou que les conditions du contrat d'apprentissage ne sont plus remplies;

10° de loger l'apprenti dans les meilleures conditions et de lui donner une alimentation saine et suffisante s'il s'est engagé dans le contrat d'apprentissage à le nourrir et à le loger. La valeur des avantages en nature pouvant être déduite de l'allocation mensuelle de l'apprenti est la valeur fixée à l'article 20, § 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

11° de donner à l'apprenti le temps nécessaire pour remplir ses devoirs religieux ainsi que ses obligations civiles prévues par la loi;

12° de se conformer à toutes les dispositions du droit du travail et du droit social qui découlent de la mise en œuvre du contrat d'apprentissage;

13° de contracter une assurance contre les accidents du travail couvrant les accidents auxquels pourrait s'exposer l'apprenti durant sa formation au sein de l'entreprise, sa participation aux cours de formation générale et professionnelle, aux tests, aux examens et aux formations interentreprises, ainsi que sur le chemin de la formation;

14° de respecter le temps de travail journalier et hebdomadaire conformément aux dispositions de la loi sur le travail du 16 mars 1971 ou aux dispositions prises en exécution de cette loi. Si le règlement de travail de l'entreprise prévoit un temps de travail hebdomadaire inférieur, celui-ci sera appliqué aussi à l'apprenti.

Le temps pris par l'apprenti pour participer aux cours de formation générale et professionnelle, aux tests, aux examens et aux formations interentreprises prévues dans le contrat d'apprentissage est, dans tous les cas, compris dans le temps de travail. Les cours de soutien ou de rattrapage éventuellement prévus ne font pas obligatoirement partie du temps de travail.

Calculée sur une moyenne annuelle, la durée hebdomadaire de la formation en entreprise doit atteindre au moins 24 heures, la durée de la formation interentreprises étant additionnée à celle de la formation en entreprise;

15° d'octroyer si nécessaire à l'apprenti, en plus des jours fériés et avant la fin de chaque année d'apprentissage, un congé non rémunéré lui permettant d'avoir respectivement vingt ou vingt-quatre jours ouvrables de congé, selon qu'il s'agit d'une semaine de cinq ou de six jours;

16° de payer à l'apprenti une allocation mensuelle minimale de :

a) 206,05 EUR durant la l'année des cours de formation professionnelle, du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin de l'année civile suivante;

b) 206,05 EUR durant la 2<sup>e</sup> année des cours de formation professionnelle, du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre;

c) 251,84 EUR durant la 2<sup>e</sup> année des cours de formation professionnelle, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin;

d) 366,32 EUR durant la 3<sup>e</sup> année des cours de formation professionnelle, du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre;

e) 429,28 EUR durant la 3<sup>e</sup> année des cours de formation professionnelle, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin;

f) 468,20 EUR durant la 4<sup>e</sup> année des cours de formation professionnelle.

En cas de redoublement, la dernière allocation d'apprentissage liquidée est appliquée jusqu'à la fin du mois calendaire où l'objectif de la classe correspondante est atteint.

L'apprenti qui, au stade de l'apprentissage, a suivi avec fruit les cours en gestion d'entreprise appliquée obtient l'allocation d'apprentissage prévue au f).

Au 1<sup>er</sup> janvier, le Ministre compétent en matière de Formation et de Formation continue dans les Classes moyennes peut adapter les montants mentionnés au premier alinéa à l'évolution de l'indice santé, calculée sur la base des mois de décembre des deux années précédentes.

L'entreprise de formation paie l'allocation d'apprentissage à l'apprenti, sauf si le représentant légal d'un apprenti mineur d'âge s'y oppose .

L'allocation d'apprentissage doit être payée au plus tard le septième jour suivant la fin du mois auquel elle se rapporte.

Pour certaines professions, le Ministre compétent en matière de Formation peut fixer des allocations mensuelles minimales supérieures aux montants mentionnés au 16°;

17° d'intervenir dans les frais de déplacement de l'apprenti conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur;

18° d'autoriser le secrétaire d'apprentissage et toute personne désignée à cette fin par l'IAWM à vérifier le cas échéant s'il respecte ses engagements;

19° de permettre à l'apprenti de prendre contact par téléphone avec le secrétariat d'apprentissage en cas de problèmes durant le temps de travail;

20° de fournir à l'apprenti qui en fait la demande une attestation mentionnant la date de début et de fin du contrat ainsi que la nature de la formation;

21° de remettre le règlement de travail de l'entreprise à l'apprenti dès le début de son apprentissage;

22° de ne négocier avec l'apprenti ou son représentant légal aucune clause supplémentaire au contrat d'apprentissage qui serait contraire aux présentes dispositions et n'aurait pas été au préalable communiquée par écrit au secrétaire d'apprentissage;

23° de veiller à ce que le formateur désigné par lui s'acquitte consciencieusement des tâches qui lui sont confiées;

24° de respecter et faire respecter par tous les membres du personnel impliqués dans la formation les dispositions légales et réglementaires, les convenances et les bonnes mœurs.

**Art. 16.** En signant le contrat d'apprentissage, l'apprenti s'engage à suivre une formation pratique et théorique sous la direction et la surveillance du chef d'entreprise en vue de se préparer à l'exercice de la profession faisant l'objet du contrat d'apprentissage.

**Art. 17.** L'apprenti est tenu :

1° de veiller à acquérir les compétences prévues au programme pour la profession faisant l'objet du contrat d'apprentissage;

2° de se préparer aux tests et examens ainsi qu'à l'exercice de la profession à laquelle il se destine;

3° d'agir conformément aux ordres et aux instructions qui lui sont donnés par le chef d'entreprise ou le formateur et de se laisser initier professionnellement afin de réaliser ces objectifs;

4° de réaliser les travaux pratiques, les pièces d'exercice ou les rapports selon les instructions du chef d'entreprise ou du formateur;

5° de ne pas résilier unilatéralement le contrat en dehors de la période d'essai sans motif grave ou sans respecter les délais prévus;

6° de s'intégrer dans son environnement de travail au sein de l'entreprise et de développer un comportement social et respectueux de la sécurité sur le lieu du travail;

7° de s'abstenir de tout ce qui :

- pourrait nuire à sa propre sécurité ou à celle de tiers;
- est étranger à la profession à laquelle il est formé;
- est dépourvu de tout caractère formatif;
- est interdit en vertu des dispositions légales et réglementaires sur le travail;

8° de respecter les dispositions relatives à la sécurité sur le lieu du travail;

9° de tenir le secrétaire d'apprentissage au courant du déroulement de la formation pratique dans l'entreprise et de lui communiquer immédiatement, de sa propre initiative, tout problème qui se présente lors de l'exécution du contrat d'apprentissage;

10° de participer aux cours de formation générale et professionnelle fixés dans le contrat d'apprentissage ainsi qu'aux tests et examens y afférents;

11° de suivre la formation interentreprises prévue dans le contrat d'apprentissage;

12° de participer à l'évaluation de la formation pratique en atelier et à l'examen pratique en fin d'apprentissage;

13° de tenir, conformément aux instructions de l'IAWM et avec le chef d'entreprise ou le formateur, le carnet de formation et de compléter régulièrement et scrupuleusement le schéma de progression dans la profession faisant l'objet du contrat d'apprentissage;

14° d'utiliser avec circonspection les instruments de travail, fournitures et matériaux qui lui ont été confiés et d'exécuter consciencieusement et sans occasionner de dommages intentionnels les travaux qui lui sont demandés;

15° de restituer au chef d'entreprise, dans les quinze jours suivant la fin du contrat d'apprentissage, les instruments et vêtements de travail qui lui avaient été confiés;

16° d'observer la discrétion dans toutes les questions d'affaires de l'entreprise de formation;

17° de respecter les dispositions légales et réglementaires, les convenances et les bonnes mœurs;

18° d'observer le règlement de travail de l'entreprise de formation et le règlement d'établissement du ZAWM ou d'un autre organisateur de cours de formation générale et professionnelle;

19° de participer à l'entretien de contrôle annuel avec le secrétaire d'apprentissage;

20° en cas de maladie, d'informer au plus vite par téléphone le chef d'entreprise de son absence et de lui remettre un certificat médical dans les 48 heures.

Les jours où ont lieu des cours de formation générale ou professionnelle, le ZAWM ou tout autre organisateur des cours doit aussi être informé au plus vite par téléphone et recevoir un certificat médical;

21° la participation à des cours volontaires de soutien ou de rattrapage ne compte pas comme temps de travail.

#### CHAPITRE V. — *Durée de l'apprentissage et période durant laquelle les contrats d'apprentissage sont conclus*

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup> - Un contrat d'apprentissage est conclu pour la durée prévue dans le programme de la profession faisant l'objet dudit contrat.

§ 2 - La durée d'un contrat d'apprentissage est de minimum douze mois, sauf lorsqu'il s'agit d'un contrat d'apprentissage conclu à la suite de la résiliation d'un précédent contrat d'apprentissage pour la même profession.

§ 3 - La durée maximale d'un contrat d'apprentissage est de trois ans, sauf en cas de redoublement de l'une des années de la formation, la durée ne pouvant alors dépasser quatre années de formation.

§ 4 - Le contrat d'apprentissage comprend une période d'essai de trois mois.

§ 5 - Pendant la période d'essai, le contrat d'apprentissage peut être résilié par écrit, tant par le chef d'entreprise que par l'apprenti ou son représentant légal, moyennant un préavis de sept jours.

Une copie de la résiliation devra simultanément être expédiée au secrétaire d'apprentissage.

§ 6 - Dans le respect de l'obligation scolaire, la durée du contrat d'apprentissage peut être ramenée à deux, voire une année d'apprentissage, si l'apprenti dispose de compétences certifiées pour la profession concernée.

§ 7 - Le Ministre compétent en matière de Formation fixe les conditions de réduction de la durée de formation visée au § 6.

§ 8 - Moyennant le consentement mutuel du chef d'entreprise et de l'apprenti ou de son représentant légal et sous réserve d'un avis positif du ZAWM ou d'un autre organisateur de cours auprès duquel l'apprenti suit ses cours de formation générale et professionnelle, l'IAWM peut, dans le respect de l'obligation scolaire, réduire la durée de la formation lorsqu'il semble avéré qu'il faudra moins de temps à l'apprenti pour réaliser les objectifs de la formation.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup> - Les contrats d'apprentissage doivent être conclus durant la période du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> octobre inclus.

§ 2 - Le premier paragraphe ne s'applique pas aux contrats d'apprentissage qui doivent être conclus dans le courant d'une année de formation en raison d'un changement d'entreprise de formation.

§ 3 - En cas de résiliation d'un contrat d'apprentissage dans le courant d'une année de formation, il faut qu'un nouveau contrat d'apprentissage soit conclu ou que l'apprenti soit inscrit auprès d'une école dans les six semaines afin de respecter l'obligation scolaire.

§ 4 - Aux jeunes qui se trouvent dans une situation sociale ou pédagogique très difficile, l'IAWM peut octroyer une dérogation aux dispositions du premier paragraphe; la période pour la signature des contrats d'apprentissage ne pourra cependant jamais s'étendre au-delà du 31 décembre.

#### CHAPITRE VI. — Agréation du contrat d'apprentissage

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup> - Pour être valable en droit, un contrat d'apprentissage doit être agréé par l'IAWM.

§ 2 - En agréant le contrat d'apprentissage, l'IAWM se porte garant du fait que le contrat d'apprentissage a bien été conclu dans le respect des dispositions du présent arrêté.

§ 3 - Dans le respect des dispositions du présent arrêté, le secrétaire d'apprentissage prépare le contrat d'apprentissage avec les parties en vue de son agréation; il assure aussi le suivi de l'apprentissage, en particulier la mise en œuvre pratique du contrat d'apprentissage dans l'entreprise de formation.

§ 4 - L'exécution du contrat d'apprentissage peut démarrer au plus tôt le jour de la signature dudit contrat par les deux parties et par le secrétaire d'apprentissage. Le contrat d'apprentissage est exécuté sous réserve de l'agrément par l'IAWM.

Les périodes de travail et de formation accomplies avant la signature du contrat d'apprentissage dans l'entreprise concernée ne peuvent, en aucun cas, être comptabilisées rétroactivement comme temps d'apprentissage.

§ 5 - Les contrats d'apprentissage signés qui ne sont pas agréés par l'IAWM prennent fin le jour où celui-ci communique sa décision aux parties.

#### CHAPITRE VII. — Suspension du contrat d'apprentissage

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup> - L'exécution du contrat d'apprentissage est notamment suspendue en cas de congé de maternité, d'incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident, ainsi que pour les motifs visés aux articles 28 et 29 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et qui concernent l'apprenti.

§ 2 - L'exécution du contrat d'apprentissage est notamment suspendue en cas de congé de maternité, d'incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident, de chômage pour cas de force majeure ainsi que pour les motifs visés aux articles 28 et 29 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et qui concernent le chef d'entreprise ou le formateur.

Ceci suppose que le chef d'entreprise ou le formateur n'est pas remplacé par un autre chef d'entreprise ou formateur agréé par l'IAWM conformément aux conditions énoncées aux articles 10 et 11 du présent arrêté.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup> - Si l'exécution du contrat d'apprentissage est suspendue pendant plus de six mois pour quelque raison que ce soit, la date de fin du contrat sera fixée au 31 juillet de l'année qui suit celle où le contrat aurait dû arriver à échéance.

§ 2 - Si la durée de la suspension du contrat d'apprentissage ne permet pas à l'apprenti de terminer avec fruit son année de formation, l'IAWM peut prolonger le contrat d'apprentissage de la durée de la suspension ou, le cas échéant, d'une année de formation complète, nonobstant l'article 18, §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent arrêté.

§ 3 - Pendant la suspension du contrat d'apprentissage, l'apprenti a le droit de participer aux cours de formation générale et professionnelle, aux tests et aux examens.

#### CHAPITRE VIII. — Fin du contrat d'apprentissage et rupture de contrat

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup> - Le contrat d'apprentissage prend fin :

1° par l'expiration du contrat; la date d'expiration est fixée au 31 juillet de l'année où prend fin la formation, sauf dans le cas de contrats à durée réduite, dont le terme doit être postposé afin de respecter la durée de formation minimale d'un an;

2° en cas de résiliation durant la période d'essai, conformément à l'article 18, § 5;

3° dans le cas d'un motif grave visé aux articles 24 ou 25, le contrat d'apprentissage prenant alors fin sans préavis;

4° en cas de commun accord des parties;

5° en cas de divergences inconciliables entre les parties et après l'échec d'une conciliation organisée par le secrétaire d'apprentissage. Sauf accord à l'amiable contraire, le délai de résiliation sera dans ce cas de quatre semaines à dater de la conciliation;

6° si l'apprenti désire changer de profession. Si tel est le cas pendant la période de conclusion des contrats prévue à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, le délai de préavis est de quatre semaines, sauf accord à l'amiable contraire; sinon, le contrat d'apprentissage prendra fin au 30 juin suivant;

7° si la suspension du contrat est de plus de six mois et que l'une des parties ne souhaite plus que le contrat se poursuive;

8° en cas de décès de l'une des parties;

9° en cas de force majeure rendant l'exécution du contrat définitivement impossible;

10° avant l'expiration du délai mentionné au 1°, mais au plus tôt à partir du 30 juin de la dernière année de formation et après la communication officielle du résultat final de la formation par l'IAWM si les deux parties sont d'accord et que le futur employeur confirme l'engagement par écrit en en mentionnant la date.

§ 2 - En cas de rupture de contrat telle que décrite au § 1<sup>er</sup>, 2° à 10°, le chef d'entreprise doit immédiatement en informer le secrétaire d'apprentissage. Les parties consignent la raison de la rupture sur un formulaire prévu à cet effet et signent celui-ci.

Le Ministre compétent en matière de Formation arrête le modèle du formulaire.

**Art. 24.** Le chef d'entreprise peut invoquer un motif grave de rupture justifiant la résiliation de plein droit du contrat d'apprentissage lorsque :

1° l'apprenti se rend coupable d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves à l'égard du chef d'entreprise, du formateur ou du personnel de l'entreprise;

2° si l'apprenti cause intentionnellement un préjudice matériel ou moral grave pendant l'exécution de son contrat;

3° l'apprenti divulgue des secrets professionnels ou commet une indiscretion grave dans une question d'affaires;

4° l'apprenti manque gravement à ses obligations relatives au bon ordre, à la sécurité et à la discipline de l'entreprise ou enfreint le règlement de travail, intentionnellement ou par négligence grave;

5° l'apprenti manque gravement à ses obligations relatives à l'accomplissement de son contrat d'apprentissage ou enfreint les instructions du chef d'entreprise ou du formateur, intentionnellement ou par négligence grave.

**Art. 25.** L'apprenti ou son représentant légal peuvent invoquer un motif grave de rupture justifiant la résiliation de plein droit du contrat d'apprentissage lorsque

1° le chef d'entreprise ou le formateur se rendent coupables à l'égard de l'apprenti d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves;

2° le chef d'entreprise ou le formateur tolèrent de la part de tiers de semblables actes à l'égard de l'apprenti;

3° la moralité de l'apprenti est mise en danger pendant l'exécution du contrat d'apprentissage;

4° la santé ou la sécurité de l'apprenti est exposée pendant l'exécution du contrat à des risques qu'il ne pouvait pas prévoir lors de la conclusion du contrat;

5° le chef d'entreprise ou le formateur manquent gravement à leurs obligations relatives à l'exécution du contrat ou n'assurent pas la formation de l'apprenti, intentionnellement ou par négligence grave;

6° le chef d'entreprise ou le formateur chargé de la formation pratique quitte l'entreprise de formation ou n'est plus en mesure de s'acquitter de sa tâche.

*Chapitre IX. — Retrait de l'agrément d'un contrat d'apprentissage  
et de l'autorisation de conclure des nouveaux contrats d'apprentissage*

**Art. 26.** L'IAWM retire l'agrément du contrat d'apprentissage lorsque :

1° l'une des parties a sciemment communiqué de fausses informations ou remis des documents faux ou falsifiés lors de la conclusion du contrat;

2° les conditions d'agrément du contrat ne sont plus remplies, notamment les conditions d'accès pour les apprentis (chapitre II) et les conditions d'agrément pour les entreprises de formation (chapitre III);

3° l'une des deux parties continue à ne pas respecter ses obligations contractuelles, après rappel à l'ordre écrit du secrétaire d'apprentissage ou après tentative de conciliation organisée par lui;

4° l'une des parties au contrat commet l'une des fautes graves décrites aux articles 24 et 25.

§ 2 - Si une entreprise perd son agrément comme entreprise de formation pour une profession donnée, l'IAWM retire l'agrément de tous les contrats d'apprentissage qu'elle a conclus pour cette profession.

Si l'apprenti est soumis à l'obligation scolaire durant l'année d'apprentissage en cours, son contrat d'apprentissage pourra être maintenu jusqu'au 31 juillet de l'année de formation en cours.

§ 3 - L'IAWM retire l'agrément d'un contrat d'apprentissage si les résultats des tests et examens, les décisions du conseil de classe, l'évaluation pratique pendant l'apprentissage ou l'avis rendu par un centre psycho-médico-social montrent que l'apprenti ne dispose pas des aptitudes nécessaires pour terminer avec fruit l'apprentissage dans la profession faisant l'objet du contrat d'apprentissage.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup> - Pour le chef d'entreprise, le retrait de l'agrément d'un contrat d'apprentissage peut s'accompagner du retrait de l'autorisation de conclure d'autres contrats d'apprentissage.

§ 2 - L'IAWM retire au chef d'entreprise l'autorisation de conclure d'autres contrats d'apprentissage lorsque :

1° les conditions d'agrément de contrats d'apprentissage ne sont plus remplies, notamment celles énoncées à l'article 10 du présent arrêté pour les chefs d'entreprise;

2° le chef d'entreprise continue à ne pas respecter ses obligations contractuelles, après rappel à l'ordre écrit du secrétaire d'apprentissage ou après tentative de conciliation organisée par lui;

3° le chef d'entreprise commet l'une des fautes graves décrites à l'article 25 et que l'IAWM doit présumer que l'exécution normale d'autres contrats d'apprentissage n'est pas garantie.

§ 3 - Si le chef d'entreprise perd l'autorisation de conclure de nouveaux contrats d'apprentissage, cela entraîne également la perte de l'agrément de son entreprise comme entreprise de formation.

§ 4 - Le retrait, pour le chef d'entreprise, de l'autorisation de conclure de nouveaux contrats d'apprentissage peut être limité dans le temps, avec toutefois un minimum d'un an.

En outre, il peut être limité à une profession particulière, sans préjudice de l'autorisation de conclure des contrats d'apprentissage pour d'autres.

§ 5 - L'IAWM peut subordonner la récupération de l'autorisation de conclure de nouveaux contrats d'apprentissage à certaines obligations découlant des dispositions du présent arrêté.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup> - L'agrément comme entreprise de formation est également retirée :

1° lorsque l'entreprise de formation ne dispose plus de formateurs qualifiés;

2° les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage ne sont plus remplies, notamment les conditions énoncées aux articles 9 à 11 pour l'agrément des entreprises de formation;

3° un formateur ou un membre du personnel de l'entreprise commet l'une des fautes graves décrites à l'article 25 et que l'IAWM doit présumer que l'exécution normale d'autres contrats d'apprentissage n'est pas garantie.

§ 2 - Si l'entreprise de formation perd son agrément, cela entraîne également la perte de l'autorisation de conclure de nouveaux contrats d'apprentissage.

§ 3 - La perte de l'agrément comme entreprise de formation peut être limitée dans le temps, avec toutefois un minimum d'un an.

En outre, elle peut être limitée à une profession particulière, sans préjudice de l'agrément comme entreprise de formation pour d'autres.

§ 4 - L'IAWM peut subordonner la récupération de l'autorisation de conclure de nouveaux contrats d'apprentissage à certaines obligations découlant des dispositions du présent arrêté. En cas de récupération, l'agrément comme entreprise de formation sera provisoirement accordée pour une période de trois ans.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup> - Pour l'apprenti, le retrait de l'agrément d'un contrat d'apprentissage peut s'accompagner du retrait de l'autorisation de conclure d'autres contrats d'apprentissage.

§ 2 - L'IAWM retire à l'apprenti l'autorisation de conclure d'autres contrats d'apprentissage lorsque :

1° les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage ne sont plus remplies, notamment les conditions énoncées aux articles 5 à 8 pour l'accès des apprentis;

2° l'apprenti continue à ne pas respecter ses obligations contractuelles, après rappel à l'ordre écrit du secrétaire d'apprentissage ou après tentative de conciliation organisée par lui;

3° l'apprenti commet l'une des fautes graves décrites à l'article 24 et que l'IAWM doit présumer que l'exécution normale d'autres contrats d'apprentissage n'est pas garantie;

4° le conseil de classe du ZAWM ou de l'organisateur de cours auprès duquel il suit les cours de formation générale ou professionnelle en décide ainsi, si l'apprenti échoue pour la deuxième fois aux examens de passage ou aux examens de fin d'apprentissage.

§ 3 - Le retrait, pour l'apprenti, de l'autorisation de conclure de nouveaux contrats d'apprentissage peut être limité dans le temps, avec toutefois un minimum d'un an.

En outre, il peut être limité à une profession particulière, sans préjudice de l'autorisation de conclure des contrats d'apprentissage pour d'autres.

§ 4 - L'IAWM peut subordonner la récupération de l'autorisation de conclure de nouveaux contrats d'apprentissage à certaines obligations découlant des dispositions du présent arrêté.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup> - L'IAWM ne pourra retirer la l'agrément du contrat d'apprentissage, l'autorisation de conclure de nouveaux contrats d'apprentissage ou l'agrément comme entreprise de formation que si le secrétaire d'apprentissage a invité par recommandé les deux parties - dans le cas du retrait d'agrément du contrat d'apprentissage -, la personne concernée - dans le cas du retrait de l'autorisation de conclure de nouveaux contrats d'apprentissage - ou le chef d'entreprise dans le cas du retrait de l'agrément comme entreprise de formation - à prendre position par écrit, dans les quinze jours, sur le retrait éventuel de l'agrément ou de l'autorisation. Dans cette invitation, le secrétaire d'apprentissage expose les raisons, les manquements et les références juridiques qui sont à la base de la procédure de retrait de l'agrément ou de la reconnaissance. Par ailleurs, ledit courrier doit clairement mentionner le délai dans lequel la prise de position doit être obtenue.

§ 2 - Si la prise de position n'est pas reçue dans le délai visé au paragraphe premier, l'IAWM statue en connaissance de cause et après examen approfondi de tous les faits en présence sur le retrait motivé de l'agrément ou de la reconnaissance, avec ou sans limite de temps, ou en subordonnant à certaines conditions la récupération de l'agrément ou de la reconnaissance.

L'IAWM communique sa décision au chef d'entreprise par recommandé.

#### CHAPITRE X. — Procédure de recours

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup> - Le chef d'entreprise qui s'est vu refuser la conclusion d'un contrat d'apprentissage par l'IAWM ou s'est vu retirer l'agrément de contrats d'apprentissage ou l'agrément comme entreprise de formation peut introduire un recours auprès du Ministre compétent en matière de Formation.

§ 2 - Le recours doit être introduit dans les quinze jours suivant la notification de la décision contestée de l'IAWM, et ce par recommandé adressé au Ministère de la Communauté germanophone. Le recours doit être motivé. En outre, le recours doit être accompagné d'une copie de la décision contestée.

§ 3 - L'IAWM, le ZAWM, ainsi que les enseignants actifs dans la formation des Classes moyennes, les membres des commissions d'examens et les plaignants sont tenus - sur simple demande - de mettre dans les quinze jours à la disposition du Ministère de la Communauté germanophone tous les documents et informations utiles pour l'examen du recours introduit.

§ 4 - Le Ministre compétent en matière de Formation décide si le recours est recevable ou non. Cette décision est communiquée à l'IAWM et au plaignant par recommandé.

#### CHAPITRE XI. — L'engagement d'apprentissage contrôlé

**Art. 32.** Si le chef d'entreprise exerce l'autorité parentale ou la tutelle sur l'apprenti, il conclut un engagement d'apprentissage contrôlé avec le secrétaire d'apprentissage.

**Art. 33.** L'engagement d'apprentissage contrôlé prend fin le jour de la majorité de l'apprenti. Si l'apprenti et le chef d'entreprise marquent leur accord, l'apprentissage se poursuivra dans le cadre d'un contrat d'apprentissage.

**Art. 34.** De la conclusion d'un engagement d'apprentissage contrôlé naissent pour le chef d'entreprise, le formateur et l'apprenti les mêmes droits et devoirs que ceux résultant de la signature d'un contrat d'apprentissage.

#### CHAPITRE XII. — Dispositions finales

**Art. 35.** L'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage contrôlé dans la formation permanente des Classes moyennes, tel que modifié en dernier lieu, est abrogé pour la Communauté germanophone.

**Art. 36.** L'arrêté de l'Exécutif du 24 février 1989 fixant une période pour la conclusion des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage contrôlé dans la formation permanente des Classes moyennes, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 1993, est abrogé.

**Art. 37.** Tout contrat d'apprentissage et tout engagement d'apprentissage contrôlé agréé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est aussi considéré comme agréé après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté, ses dispositions sont applicables auxdits contrats d'apprentissage et engagements d'apprentissage contrôlé.

**Art. 38.** Le présent arrêté entre en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2009, exception faite de l'article 5, qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2010.

**Art. 39.** Le Ministre compétent en matière de Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 4 juin 2009.

Le Ministre-Président, Ministre des Pouvoirs locaux,  
K.-H. LAMBERTZ

Le Vice-Ministre-Président,  
Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme,  
B. GENTGES.

## MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1844 (2009 — 2866)

[2012 — 202992]

**4 JUNI 2009. — Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap betreffende de vaststelling van de opleidingsvoorwaarden voor leerlingen in de middenstand en opleidingsondernemingen. — Erratum**

De Nederlandse vertaling van bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 augustus 2009, blz. 54.623, dient te worden vervangen door de volgende tekst :

**« 4 JUNI 2009. — Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap betreffende de vaststelling van de opleidingsvoorwaarden voor middenstandsléerlingen en opleidingsondernemingen**

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 december 1991 betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de middenstand en de KMO's, artikel 7, § 7, gewijzigd bij de decreten van 14 februari 2000 en 17 mei 2004;

Gelet op het besluit van 24 februari 1989 tot vaststelling van een periode voor de afsluiting van leerovereenkomsten en gecontroleerde leerverbintenissen in de permanente vorming van de Middenstand;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 oktober 1978 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten en van de gecontroleerde leerverbintenissen in de voortdurende vorming van de middenstand;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, d.d. 5 mei 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister-President, bevoegd voor Begroting, d.d. 9 april 2009;

Gelet op het advies van het Instituut voor opleiding en voortgezette opleiding in de middenstand en in de kleine en middelgrote ondernemingen d.d. 22 april 2009;

Gelet op advies 46.614/2 van de Raad van State, gegeven op 2 juni 2009 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 2009;

Op de voordracht van de Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Aangelegenheden en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** § 1. De leertijd omvat een praktische opleiding in een opleidingsonderneming erkend door het Instituut voor opleiding en voortgezette opleiding in de middenstand en in de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna « IAWM » te noemen. Deze opleiding wordt aangevuld met algemene cursussen en beroepscursussen, tests en examens.

§ 2. De leertijd houdt in dat een leerovereenkomst wordt gesloten door bemiddeling van een leersecretaris. De leerovereenkomst wordt tussen het ondernemingshoofd en de leerling respectievelijk diens wettelijke vertegenwoordiger gesloten.

De voorwaarden zijn in de onderstaande bepalingen vastgelegd.

§ 3. Indien het ondernemingshoofd het ouderlijk gezag of de voogdij over de leerling uitoefent, sluit het ondernemingshoofd een gecontroleerde leerverbintenis met de leersecretaris af.

Voor een gecontroleerde leerverbintenis gelden dezelfde voorwaarden als voor een leerovereenkomst.

§ 4. In het kader van de onderstaande bepalingen heeft het IAWM de volgende taken :

1° de door de leersecretarissen tot stand gebrachte leerovereenkomsten erkennen respectievelijk intrekken, evenals toezicht houden op het verloop van de leertijd, in het bijzonder in de opleidingsonderneming;

2° de opleidingsondernemingen controleren en erkennen evenals de erkenning intrekken.

§ 5. Voor bepaalde beroepen kan de Regering na advies van het IAWM bijzondere bepalingen voor het sluiten van leerovereenkomsten vastleggen.

§ 6. Het model van de leerovereenkomst en van de gecontroleerde leerverbintenis wordt door de Minister bevoegd voor Vorming, op voorstel van het IAWM, vastgelegd.

De leerovereenkomst en de gecontroleerde leerverbintenis bevatten op zijn minst de volgende gegevens :

1° de precieze identiteit van de partijen;

2° de maatschappelijke zetel van de opleidingsonderneming;

3° haar ondernemingsnummer;

4° de plaats van de praktische opleiding;

5° de begin- en einddatum van de leerovereenkomst;

6° de wekelijkse duur van de opleiding in de onderneming;

7° het bedrag van de maandelijks minimumtoelage;

8° in voorkomend geval de identiteit van de opleider(s);

9° de rechten en plichten van de partijen;

10° de voorwaarden voor de beëindiging van de leerovereenkomst;

11° de redenen die kunnen leiden tot de intrekking van de erkenning van de leerovereenkomst of tot de intrekking van de toestemming om nieuwe leerovereenkomsten te sluiten;

12° in voorkomend geval de bijzondere plichten van de partijen met betrekking tot een bedrijfsoverkoepelende praktische opleiding.

**Art. 2.** § 1. Leerovereenkomsten kunnen alleen worden gesloten voor beroepsopleidingen waarvan het opleidingsprogramma door de Minister bevoegd voor Vorming goedgekeurd is en door de Minister bevoegd voor Onderwijs, met toepassing van artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 over de leerplicht, conform de deeltijdse leerplicht verklaard is.

§ 2. In het kader van een leerovereenkomst kunnen meerdere beroepen tegelijk worden geleerd. Het IAWM bepaalt de lijst van beroepen die gelijktijdig tijdens een leertijd kunnen worden aangeleerd.

**Art. 3.** § 1. Om te verzekeren dat de leerling alle in het opleidingsprogramma vermelde vaardigheden worden aangeleerd, kan het IAWM in specifieke gevallen bepalen dat de leerling een bedrijfsoverkoepelende praktische opleiding moet volgen om een leerovereenkomst te kunnen sluiten.

Een bedrijfsoverkoepelende praktische opleiding kan bestaan in :

1° een aanvullende praktische opleiding in een andere erkende opleidingsonderneming waarvan de duur en de inhoud is vastgelegd;

2° een praktische opleiding bij een door het IAWM aangewezen organisator van cursussen;

3° een aanvullende praktische opleiding waarvan de duur en de inhoud zijn vastgelegd en die gevolgd wordt in een andere opleidingsonderneming, in een ander land van de Europese Unie.

§ 2. De leersecretaris ziet erop toe dat de organisatie van de verschillende opleidingscycli schriftelijk en duidelijk wordt vastgelegd tussen de natuurlijke personen of rechtspersonen die bij de praktische opleiding betrokken zijn.

**Art. 4.** § 1. De algemene cursussen en beroeps cursussen en de tests en examens vinden in de regel plaats in een centrum voor opleiding en voortgezette opleiding in de middenstand en de kmo's dat erkend is met toepassing van artikel 27 van het decreet van 16 december 1991 betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna « ZAWM » te noemen.

§ 2. Indien om organisatorische redenen geen algemene cursus of beroeps cursus, geen tests of examens in een ZAWM aangeboden worden, kan het IAWM een andere organisator van cursussen hiervoor aanwijzen, voor zover het IAWM heeft vastgesteld dat de inhoud van de cursussen en de test- en examenvoorwaarden daar grotendeels overeenstemmen met dat wat bepaald is in het opleidingsprogramma van de opleiding.

#### HOOFDSTUK II. — *Toelatingsvoorwaarden voor leerlingen*

**Art. 5.** § 1. Om een leerovereenkomst te kunnen sluiten, moet de jongere aan de voltijdse leerplicht voldaan hebben.

§ 2. Jongeren die niet geslaagd zijn voor de eerste twee gemeenschappelijke jaren van het secundair onderwijs of voor het derde jaar van het secundair beroepsonderwijs, moeten slagen voor een bekwaamheidsproef die op aanvraag van de jongere of van de persoon die belast is met zijn opvoeding door het IAWM wordt georganiseerd binnen de periode waarin in de Duitstalige Gemeenschap leerovereenkomsten mogen worden gesloten.

De deelnemer is geslaagd voor de bekwaamheidsproef, wanneer hij de helft van de punten behaalt. Het IAWM bepaalt de inhoud van de bekwaamheidsproef aan de hand van de vaardigheden die in de eerste twee gemeenschappelijke jaren van het secundair onderwijs werden aangeleerd.

Als de jongere niet slaagt voor de bekwaamheidsproef, mag hij deze een keer per opleidingsjaar overdoen.

§ 3. Jongeren die houder zijn van het getuigschrift van het vijfde jaar van het gespecialiseerd secundair beroepsonderwijs zijn vrijgesteld van de bekwaamheidsproef.

Jongeren die uit het gespecialiseerd secundair onderwijs komen, maar niet in het bezit van dat getuigschrift zijn, kunnen eveneens tot de bekwaamheidsproef worden toegelaten. Daartoe moeten ze het bewijs leveren dat het bevoegde psycho-medisch-sociaal centrum en de bevoegde klassenraad van de school voor gespecialiseerd secundair onderwijs ermee instemmen dat ze een middenstandsopleiding volgen.

**Art. 6.** Om een leerovereenkomst te kunnen sluiten, mag de jongere niet ouder dan 29 jaar zijn.

**Art. 7.** § 1. Om een leerovereenkomst te kunnen sluiten, moet de jongere lichamelijk geschikt worden verklaard voor de uitoefening van het beroep.

§ 2. Het medisch onderzoek moet zo vlug mogelijk - uiterlijk binnen de proeftijd van de leerovereenkomst - en op kosten van het ondernemingshoofd door een erkende arbeidsgeneeskundige dienst worden uitgevoerd.

**Art. 8.** De jongere moet zich bereid verklaren, op instructie van de leersecretaris, vóór het sluiten van de leerovereenkomst of gedurende de leertijd deel te nemen aan een oriëntatiegesprek in een psycho-medisch-sociaal centrum of bij de Dienst voor Beroepskeuze van de Dienst voor Arbeidsbemiddeling van de Duitstalige Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK III. — *Toelatingsvoorwaarden voor opleidingsondernemingen*

**Art. 9.** § 1. Om leerovereenkomsten te kunnen sluiten, moet de onderneming door het IAWM erkend zijn als opleidingsonderneming.

§ 2. De opleidingsonderneming moet het recht hebben het beroep waarop de praktische opleiding betrekking heeft, uit te oefenen. Indien hiervoor een bijzondere beroepstoelating vereist is, moet die worden bewezen.

§ 3. De opleidingsonderneming moet over de ruimten en de technische uitrusting beschikken die noodzakelijk zijn om de vaardigheden aan te leren die vermeld worden in het opleidingsprogramma van het beroep waarop de praktische opleiding betrekking heeft.

Het IAWM bepaalt voor elk opleidingsberoep een ondernemingsprofiel dat de minimale technische uitrusting opsomt waarover een onderneming moet beschikken om als opleidingsonderneming te worden erkend.

§ 4. De opleidingsonderneming moet over het personeel, de organisatorische structuren en de in soort en omvang nodige activiteiten beschikken om de vaardigheden aan te leren die vermeld worden in het opleidingsprogramma van het beroep waarop de praktische opleiding betrekking heeft.

Het IAWM somt in het ondernemingsprofiel de minimale organisatorische vereisten op waaraan een onderneming moet voldoen om als opleidingsonderneming te worden erkend.

§ 5. De veiligheidsvoorzieningen en de sanitaire voorzieningen van de opleidingsonderneming moeten voldoen aan de voorschriften van de wetgeving over het welzijn op het werk.

§ 6. Een onderneming die bepaalde, in het opleidingsprogramma vermelde vaardigheden voor het beroep waarop de praktische opleiding betrekking heeft, niet kan aanleren of op bepaalde punten niet aan het hierboven vermelde ondernemingsprofiel beantwoordt, kan toch als opleidingsonderneming worden erkend, op voorwaarde dat alle toekomstige leerlingen aan een bedrijfsoverkoepelende praktische opleiding deelnemen.

§ 7. Het IAWM bepaalt voor elk opleidingsberoep het maximale aantal leerlingen dat een opleidingsonderneming tegelijkertijd mag opleiden.

**Art. 10.** § 1. Om leerovereenkomsten te kunnen sluiten, moet het ondernemingshoofd van onberispelijk gedrag zijn.

§ 2. Het ondernemingshoofd moet bewijzen dat hij de vakbekwaamheid bezit die noodzakelijk is om de vaardigheden aan te leren die vermeld worden in het opleidingsprogramma voor het beroep waarop de leerovereenkomst betrekking heeft.

§ 3. De vakbekwaamheid wordt alleen aanwezig geacht, indien het ondernemingshoofd aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

1° hij beschikt over een gecertificeerde basisopleiding in het betrokken beroep en kan bewijzen dat hij na die basisopleiding zes jaar beroepservaring in dat beroep heeft opgedaan.

Onder gecertificeerde basisopleiding in de zin van dit besluit verstaat men een met succes afgesloten leertijd in het betrokken beroep of een met succes afgesloten zesde jaar van het secundair technisch of beroepsonderwijs in het betrokken beroep;

2° hij beschikt over een opleidingseindegetuigschrift of een hogeschooldiploma voor het betrokken beroep en kan drie jaar beroepservaring in dat beroep bewijzen;

3° bij gebrek aan een gecertificeerde basisopleiding of een opleidingseindegetuigschrift respectievelijk hogeschooldiploma kan hij bewijzen dat hij over negen jaar beroepservaring in het betrokken beroep beschikt.

§ 4. Het ondernemingshoofd moet bewijzen dat hij de pedagogische bekwaamheid bezit die voor het aanleren van beroepsvaardigheden in de praktische opleiding vereist is.

§ 5. De pedagogische bekwaamheid wordt alleen aanwezig geacht, indien het ondernemingshoofd geslaagd is voor de pedagogische bijscholing van het IAWM.

Het IAWM bepaalt de inhoud en de duur van deze pedagogische bijscholing.

Wie met succes de opleiding afsluit, ontvangt een attest waarvan het model door de Minister bevoegd voor Vorming, op voorstel van het IAWM, wordt vastgelegd.

Het IAWM kan een ondernemingshoofd van deelname aan de pedagogische bijscholing vrijstellen, indien het ondernemingshoofd zijn bekwaamheid kan bewijzen met een pedagogisch bekwaamheidsattest of met een vergelijkbaar attest inzake beroepsagogiek.

Het IAWM kan het ondernemingshoofd niet meer dan een opleidingsjaar uitstel toekennen om te bewijzen dat hij de pedagogische bijscholing met succes heeft gevolgd.

§ 6. Indien de opleidingsonderneming een rechtspersoon is, wordt de persoon die met het dagelijkse beheer is belast en die bewijst dat de onderneming hem gemachtigd heeft, als ondernemingshoofd in de zin van dit besluit beschouwd.

**Art. 11.** § 1. Indien het ondernemingshoofd niet zelf voor de praktische opleiding van leerlingen kan zorgen of niet aan de in artikel 10, §§ 2 tot 5, vermelde voorwaarden voldoet, moet hij een opleider aanwijzen die onder zijn verantwoordelijkheid de praktische opleiding van de leerling verzorgt.

§ 2. De opleider moet eveneens van onberispelijk gedrag zijn.

§ 3. De opleider moet aan de in artikel 10, §§ 2 tot 5, vermelde voorwaarden voldoen.

§ 4. Een ondernemingshoofd zelf of een opleider kan nooit meer dan twee leerlingen tegelijk opleiden.

§ 5. Indien de in de leerovereenkomst aangewezen opleider de opleidingsonderneming tijdens de duur van de leerovereenkomst verlaat, kan het IAWM voor het lopende opleidingsjaar een afwijking van deze voorwaarden toestaan.

**Art. 12.** § 1. Een onderneming die een eerste keer leerlingen voor een bepaald beroep opleidt, wordt door het IAWM in eerste instantie voor een periode van drie jaar als opleidingsonderneming voor dat beroep erkend.

§ 2. Indien alle in hoofdstuk III van dit besluit vermelde toelatingsvoorwaarden na die drie jaar nog altijd vervuld zijn, erkent het IAWM de onderneming voor onbepaalde duur als opleidingsonderneming.

§ 3. De onderneming die door het IAWM voor een bepaald beroep erkend wordt, ontvangt een attest waarvan het model wordt vastgelegd door de Minister bevoegd voor Vorming, op voorstel van het IAWM. Indien de erkenning als opleidingsonderneming ingetrokken wordt, bezorgt de onderneming het attest onverwijld aan het IAWM terug.

§ 4. Het IAWM maakt voor elke opleidingsonderneming een dossier op dat minstens volgende documenten of inlichtingen bevat :

1° een kopie van het attest van erkende opleidingsonderneming;

2° de naam en de maatschappelijke zetel van de opleidingsonderneming;

3° haar ondernemingsnummer;

4° de plaats van de praktische opleiding;

5° het ondernemingsprofiel;

6° in voorkomend geval de bijzondere plichten van de opleidingsonderneming met betrekking tot een bedrijfsoverkoepelende praktische opleiding;

7° de gegevens van het ondernemingshoofd en het bewijs dat hij gemachtigd is om te handelen, een bewijs van zijn vakbekwaamheid, zijn pedagogische bekwaamheid en beroepservaring, evenals een uittreksel uit zijn strafregister;

8° in voorkomend geval de gegevens van de opleider(s), de bewijzen van hun vakbekwaamheid, pedagogische bekwaamheid en beroepservaring evenals hun uittreksel uit het strafregister;

9° het arbeidsreglement van de opleidingsonderneming.

HOOFDSTUK IV. — *De plichten van de partijen die bij de opleiding betrokken zijn*

**Art. 13.** Door de leerovereenkomst verplicht het ondernemingshoofd zich ertoe de leerling een praktische opleiding te verstrekken of door zijn opleider te laten verstrekken die de leerling voorbereidt op de uitoefening van het beroep waarop de leerovereenkomst betrekking heeft.

**Art. 14.** Het ondernemingshoofd en de opleider hebben de plicht :

- 1° ervoor te zorgen dat de in het betrokken opleidingsprogramma vastgelegde vaardigheden voor het beroep waarop de leerovereenkomst betrekking heeft, aan de leerling worden aangeleerd;
- 2° de leerling op de tests en examens evenals op de latere uitoefening van het beroep voor te bereiden;
- 3° de leerling de nodige aandacht en ondersteuning te geven, de nodige hulp, uitleg, technische middelen en documenten ter beschikking te stellen om deze doelstellingen te bereiken;
- 4° de leerling vakkundig volgens de stand der techniek te onderrichten en zelf op de hoogte te blijven van nieuwe technologieën en de uitwerking ervan op de opleiding;
- 5° de leerling in de werkomgeving van de onderneming te integreren en een sociaal en veilig gedrag op de werkplek bij hem aan te moedigen;
- 6° de leerling bij het opmaken van praktische werktaken, oefenstukken of verslagen te ondersteunen;
- 7° de leerling geen werktaken op te leggen :
  - die geen verband houden met het beroep waarvoor hij wordt opgeleid;
  - die geen enkele opleidingswaarde hebben;
  - die een gevaar voor zijn gezondheid en zijn veiligheid inhouden;
  - die op basis van de arbeidswetgeving verboden zijn;
- 8° te waken over de naleving van de bepalingen inzake arbeidsveiligheid door de leerling of door derden die op de een of andere manier het verloop van de opleiding kunnen beïnvloeden;
- 9° deel te nemen aan de pedagogische bijscholing van het IAWM;
- 10° de leersecretaris over het verloop van de praktische opleiding in de onderneming op de hoogte te houden en hem onverwijld en uit eigen beweging op de hoogte te brengen van elk probleem dat bij de uitvoering van de leerovereenkomst optreedt;
- 11° de leersecretaris inzage in de praktische opleiding in de onderneming te verlenen, hem de hiervoor vereiste documenten te overhandigen en hem op verzoek alle inlichtingen te verstrekken die op de uitvoering van de leerovereenkomst betrekking hebben;
- 12° de wettelijke vertegenwoordiger van de leerling, voor zover deze laatste minderjarig is, over het verloop van de praktische opleiding in de onderneming op de hoogte te houden;
- 13° in samenwerking met de leersecretaris erop te letten dat de leerling vanaf het begin van de leertijd de algemene cursussen en beroeps cursussen volgt en aan de tests en examens deelneemt;
- 14° in samenwerking met de leersecretaris erop te letten dat de leerling de bedrijfsverkoepelende opleiding volgt die een bestanddeel van de leerovereenkomst is;
- 15° overeenkomstig de instructies van het IAWM en samen met de leerling het opleidingsboekje bij te houden en het overzicht van de vorderingen in het beroep waarop de leerovereenkomst betrekking heeft, regelmatig en gewetensvol in te vullen.

**Art. 15.** Het ondernemingshoofd heeft bovendien de plicht :

- 1° de overeenkomst buiten de proeftijd niet eenzijdig op te zeggen zonder ernstige redenen of zonder de voorgeschreven termijnen na te leven;
- 2° de leerling toestemming te geven om uit de onderneming weg te blijven om deel te nemen aan algemene cursussen, beroeps cursussen, tests of examens. Wanneer de cursussen en examens buiten de arbeidstijd plaatsvinden, de leerling de mogelijkheid bieden om binnen tien werkdagen een gelijkwaardige rusttijd te nemen;
- 3° de leerling toestemming te geven om uit de onderneming weg te blijven om de bedrijfsverkoepelende opleiding die een bestanddeel van de leerovereenkomst is, te volgen;
- 4° de personeels-, materiaal- en uitvoeringskosten te dragen voor de bedrijfsverkoepelende opleiding van de leerling die een bestanddeel van de leerovereenkomst is, en tijdens de duur van deze bedrijfsverkoepelende opleiding al zijn plichten als ondernemingshoofd na te komen;
- 5° de leerling op de dag voorafgaand aan de examens ten laatste om 16.00 uur te laten gaan;
- 6° de materiaal- en uitvoeringskosten voor de evaluatie van de praktische opleiding tijdens de leertijd en het praktische examen op het eind van de leertijd te dragen en zo nodig de hiervoor noodzakelijke grondstoffen te leveren;
- 7° de materiaal- en uitvoeringskosten voor het opstellen van een eindeleertijdsstuk op het eind van de leertijd te dragen, echter alleen in de door de examencommissie vastgelegde en door het IAWM goedgekeurde minimale omvang;
- 8° aan de leerling de voor de praktische opleiding noodzakelijke werktuigen, materialen evenals werk- en veiligheidskledij ter beschikking te stellen;
- 9° de leersecretaris onverwijld en uit eigen beweging te informeren, wanneer de leerling om redenen van ziekte of om andere redenen uit de onderneming wegblijft of wanneer de voorwaarden van de leerovereenkomst niet meer worden vervuld;
- 10° de leerling onder de beste voorwaarden te huisvesten en hem een gezonde en voldoende voeding te geven, indien het ondernemingshoofd in de leerovereenkomst de verplichting aangegaan is de leerling kost en inwoning te verschaffen. De waarde van de voordelen in natura die van de maandelijkse leertoelage afgetrokken worden, is de waarde zoals bepaald in artikel 20, § 2, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;
- 11° de leerling de nodige tijd te geven om zijn godsdienstige plichten en zijn wettelijk bepaalde staatsburgerlijke plichten na te komen;
- 12° alle arbeids- en sociaalrechtelijke bepalingen die uit de uitvoering van de leerovereenkomst resulteren, na te komen;
- 13° een arbeidsongevallenverzekering te sluiten die de ongevallen dekt waaraan de leerling blootgesteld kan worden tijdens de opleiding in de onderneming, tijdens zijn deelname aan de algemene cursussen en beroeps cursussen, tests, examens en bedrijfsverkoepelende opleidingen evenals onderweg van en naar die activiteiten;

14° de dagelijkse en wekelijkse arbeidstijden te respecteren overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 maart 1971 over de arbeid of de bepalingen ter uitvoering van die wet. Als het arbeidsreglement van de onderneming in kortere wekelijkse arbeidstijden voorziet, gelden deze ook voor de leerling.

In de arbeidstijd begrepen is in elk geval de tijd die de leerling nodig heeft om deel te nemen aan de algemene cursussen en beroeps cursussen, aan de tests en examens, evenals aan de bedrijfsoverkoepelende opleidingen waarin de leerovereenkomst voorziet. Eventuele ondersteunende cursussen of bijlessen zijn geen verplicht bestanddeel van de arbeidstijd.

De leerling moet jaarlijks gemiddeld minstens 24 uur per week in de onderneming worden opgeleid, waarbij de bedrijfsoverkoepelende opleiding bij de opleidingstijd in de onderneming wordt opgeteld.

15° de leerling tot het eind van elk leerjaar naast de feestdagen indien nodig een bijkomende, onbetaalde vakantie toe te kennen zodat de leerling vakantie kan nemen gedurende 20 werkdagen in het geval van een vijfdaagse week en gedurende 24 werkdagen in het geval van een zesdaagse week;

16° aan de leerling een maandelijks minimale leertoelage uit te betalen ten bedrage van :

a) 206,05 euro in het eerste jaar van de cursussen beroepsopleiding tussen 1 juli en 30 juni van het daaropvolgende burgerlijk jaar;

b) 206,05 euro in het tweede jaar van de cursussen beroepsopleiding van 1 juli tot 31 december;

c) 251,84 euro in het tweede jaar van de cursussen beroepsopleiding tussen 1 januari en 30 juni;

d) 366,32 euro in het derde jaar van de cursussen beroepsopleiding van 1 juli tot 31 december;

e) 429,28 euro in het derde jaar van de cursussen beroepsopleiding tussen 1 januari en 30 juni;

f) 468,20 euro in het vierde jaar van de cursussen beroepsopleiding.

Indien de leerling een klas moet overdoen, wordt de laatst betaalde leertoelage toegepast tot het eind van de kalendermaand waarin de te realiseren doelstelling met betrekking tot de leerstof bereikt wordt.

De leerling die in het stadium van de leertijd geslaagd is voor de cursussen toegepast bedrijfsbeheer, ontvangt de onder punt f bepaalde leertoelage.

Met ingang van 1 januari kunnen de in het eerste lid vermelde bedragen door de Minister bevoegd voor opleiding en voortgezette opleiding in de middenstand, worden aangepast aan de stijging van het indexcijfer van de gezondheidsindex, berekend op basis van de maand december van de beide voorgaande jaren.

Het ondernemingshoofd betaalt de leertoelage aan de leerling, behalve indien de wettelijke vertegenwoordiger van een minderjarige leerling niet met deze werkwijze instemt.

De leertoelage moet uiterlijk de 7e dag na het verstrijken van de maand waarop ze betrekking heeft, worden uitbetaald.

Voor bepaalde beroepen kan de Minister bevoegd voor Vorming hogere maandelijks minimale toelagen als die vermeld in punt 16 bepalen;

17° overeenkomstig de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen financieel in de reiskosten van de leerling bij te dragen;

18° de leersecretaris en elke door het IAWM daartoe aangewezen persoon toe te staan indien nodig te controleren of hij zijn verplichtingen nakomt;

19° de leerling toe te staan bij problemen tijdens de arbeidstijd telefonisch contact op te nemen met het leersecretariaat;

20° de leerling op diens verzoek een attest te overhandigen waarin de begin- en de einddatum van de overeenkomst evenals de aard van de gevolgde opleiding vermeld worden;

21° de leerling bij de start van zijn leertijd een arbeidsreglement van de onderneming te overhandigen;

22° met de leerling respectievelijk met diens wettelijke vertegenwoordiger geen bijkomende clausule bij de leerovereenkomst overeen te komen die tegen de onderhavige bepalingen indruist en waarover de leersecretaris niet vooraf schriftelijk in kennis werd gesteld;

23° erover te waken dat de door hem aangewezen opleider zich gewetensvol van zijn taken kwijt;

24° de wettelijke en reglementaire bepalingen, de fatsoensregels en de goede zeden in acht te nemen en te garanderen dat alle, bij de opleiding betrokken personen ze in acht nemen.

**Art. 16.** Door de leerovereenkomst verplicht de leerling zich ertoe onder leiding en toezicht van het ondernemingshoofd of de opleider te slagen voor een praktische en theoretische opleiding om zich voor te bereiden op de uitoefening van het beroep waarop de leerovereenkomst betrekking heeft.

**Art. 17.** De leerling heeft de plicht :

1° er zorg voor te dragen dat hij de in het betrokken opleidingsprogramma vastgelegde vaardigheden voor het beroep waarop de leerovereenkomst betrekking heeft, verworft;

2° zich op de tests en examens evenals op de latere uitoefening van het beroep voor te bereiden;

3° de instructies en aanwijzingen die het ondernemingshoofd of de opleider hem geeft, te volgen en zich vakkundig te laten instrueren om deze doelstellingen te bereiken;

4° praktische werktaken, oefenstukken of verslagen te maken volgens de instructies van het ondernemingshoofd of de opleider;

5° de overeenkomst buiten de proeftijd niet eenzijdig op te zeggen zonder zwaarwichtige redenen of zonder naleving van de overeenkomstige termijnen;

6° zich in de werkomgeving van de onderneming te integreren en bij het werk een sociaal en veilig gedrag aan de dag te leggen;

7° afstand te nemen van alle zaken :

- die zijn eigen veiligheid of de veiligheid van derden in het gedrang zouden kunnen brengen;
- die geen verband houden met het beroep waarvoor hij wordt opgeleid;
- die geen enkele opleidingswaarde hebben;

▪ die wegens de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake arbeid verboden zijn;

8° de bepalingen inzake arbeidsveiligheid na te leven;

9° de leersecretaris over het verloop van de praktische opleiding in de onderneming op de hoogte te houden en hem onverwijld en uit eigen beweging te informeren over elk probleem dat zich bij de uitvoering van de leerovereenkomst voordoet;

10° de in de leerovereenkomst vastgelegde algemene cursussen en beroeps cursussen te volgen en aan de desbetreffende tests en examens deel te nemen;

11° de bedrijfsverkoepende opleiding te volgen die een bestanddeel van de leerovereenkomst is;

12° aan de evaluatie van de praktische opleiding in de werkplaats en aan het praktische examen op het eind van de leertijd deel te nemen;

13° overeenkomstig de instructies van het IAWM het opleidingsboekje bij te houden en samen met het ondernemingshoofd of de opleider het overzicht van de vorderingen in het beroep waarop de leerovereenkomst betrekking heeft, regelmatig en gewetensvol in te vullen;

14° met de hem toevertrouwde werktuigen, hulpmiddelen en materialen in de opleidingsonderneming omzichtig om te gaan en het hem opgedragen werk gewetensvol uit te voeren zonder moedwillig schade te berokkenen;

15° bij beëindiging van de leerovereenkomst de toevertrouwde werktuigen en de arbeidskledij binnen veertien dagen aan het ondernemingshoofd terug te geven;

16° discretie in alle zakelijke aangelegenheden van de opleidingsonderneming in acht te nemen;

17° de wettelijke en reglementaire bepalingen, de fatsoensregels en de goede zeden in acht te nemen;

18° het arbeidsreglement van de opleidingsonderneming en het schoolreglement van het ZAWM of van een andere organisator van de algemene cursussen en beroeps cursussen na te leven;

19° aan de jaarlijkse controlegesprekken met de leersecretaris deel te nemen;

20° in geval van ziekte het ondernemingshoofd zo snel mogelijk telefonisch over zijn afwezigheid te informeren en binnen 48 uur een medisch attest aan het ondernemingshoofd te bezorgen.

Op de dagen waarop de algemene cursussen en beroeps cursussen plaatsvinden, moet ook het ZAWM of elke andere organisator van de cursussen zo snel mogelijk telefonisch worden geïnformeerd en een medisch attest ontvangen;

21° De deelname aan vrijwillige ondersteunende cursussen of vrijwillige bijlessen geldt niet als arbeidstijd.

#### HOOFDSTUK V. — *Duur van de leertijd en periode waarin leerovereenkomsten worden gesloten*

**Art. 18.** § 1. Een leerovereenkomst wordt gesloten voor de duur die bepaald wordt in het opleidingsprogramma van het beroep waarop de leerovereenkomst betrekking heeft.

§ 2. Een leerovereenkomst heeft een minimumduur van twaalf maanden, behalve indien het om een overeenkomst gaat die na de ontbinding van een vorige overeenkomst voor hetzelfde beroep werd gesloten.

§ 3. Een leerovereenkomst heeft een maximumduur van drie jaar. Indien een opleidingsjaar moet worden overgedaan, mag de leerovereenkomst niet meer dan vier opleidingsjaren duren.

§ 4. De leerovereenkomst omvat een proeftijd van drie maanden.

§ 5. Gedurende de proeftijd kan de leerovereenkomst zowel door het ondernemingshoofd als door de leerling of diens wettelijke vertegenwoordiger schriftelijk worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van zeven dagen wordt nageleefd.

Een kopie van de opzegging moet gelijktijdig aan de leersecretaris worden gezonden.

§ 6. De duur van de leerovereenkomst kan met inachtneming van de leerplicht tot twee leerjaren of tot een leerjaar worden beperkt, indien de leerling reeds over gecertificeerde vaardigheden voor het betrokken beroep beschikt.

§ 7. De Minister bevoegd voor Vorming bepaalt de voorwaarden voor de inkorting van de opleidingstijd bedoeld in § 6.

§ 8. Met wederzijdse toestemming van het ondernemingshoofd en de leerling of diens wettelijke vertegenwoordiger en behoudens een positief advies van het ZAWM of van een andere organisator bij wie de leerling zijn algemene cursussen en beroeps cursussen volgt, kan het IAWM met inachtneming van de leerplicht de opleidingstijd inkorten, wanneer te verwachten valt dat het doel van de opleiding in een kortere tijd zal worden bereikt.

**Art. 19.** § 1. Leerovereenkomsten moeten in de periode van 1 juli tot en met 1 oktober worden gesloten.

§ 2. De bepalingen van § 1 gelden niet voor leerovereenkomsten die wegens een verandering van opleidingsonderneming in de loop van een opleidingsjaar moeten worden gesloten.

§ 3. Indien een leerovereenkomst voortijdig tijdens een opleidingsjaar wordt beëindigd, moet de leerling, ter inachtneming van de leerplicht, binnen zes weken een nieuwe leerovereenkomst sluiten of zich in een school laten inschrijven.

§ 4. Het IAWM kan jongeren een afwijking van de bepalingen van § 1 toestaan, indien ze zich in een ernstige sociale of pedagogische nood situatie bevinden. De periode voor het sluiten van de leerovereenkomsten mag daarbij 31 december niet overschrijden.

#### HOOFDSTUK VI. — *Erkenning van de leerovereenkomst*

**Art. 20.** § 1. Om rechtsgeldig te zijn, moet een leerovereenkomst erkend worden door het IAWM.

§ 2. Door de leerovereenkomst te erkennen, stelt het IAWM zich garant dat de leerovereenkomst tot stand is gekomen met inachtneming van de bepalingen van dit besluit.

§ 3. De leersecretaris bereidt, samen met de partijen en overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, de leerovereenkomst voor zodat ze kan worden erkend en begeleidt het verloop van de leertijd, in het bijzonder de praktische uitvoering van de leerovereenkomst in de opleidingsonderneming.

§ 4. Met het uitvoeren van de leerovereenkomst kan ten vroegste begonnen worden op de dag dat de beide partijen en de leersecretaris de leerovereenkomst ondertekend hebben. De leerovereenkomst wordt dan uitgevoerd onder voorbehoud van erkenning door het IAWM.

Werk- of opleidingsperioden die vóór de ondertekening van de leerovereenkomst in de betrokken onderneming worden voltooid, kunnen in geen geval met terugwerkende kracht als een opleidingstijd beschouwd worden die meetelt voor de leerovereenkomst.

§ 5. Leerovereenkomsten die na het sluiten ervan niet door het IAWM worden erkend, eindigen op de dag waarop het IAWM zijn besluit hieromtrent mededeelt aan de partijen.

#### HOOFDSTUK VII. — *Schorsing van de leerovereenkomst*

**Art. 21.** § 1. De uitvoering van de leerovereenkomst wordt inzonderheid geschorst in geval van zwangerschapverlof, arbeidsongeschiktheid door een ziekte of een ongeval, alsook in de gevallen bedoeld in de artikelen 28 en 29 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten die betrekking hebben op leerlingen.

§ 2. De uitvoering van de leerovereenkomst wordt inzonderheid geschorst in geval van zwangerschapverlof, arbeidsongeschiktheid door een ziekte of een ongeval, gedwongen werkloosheid, alsook in de gevallen bedoeld in artikelen 28 en 29 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten die betrekking hebben op het ondernemingshoofd of de opleider.

Dit houdt in dat het ondernemingshoofd of de opleider niet wordt vervangen door een ondernemingshoofd of een opleider die overeenkomstig de in de artikelen 10 en 11 van dit besluit vermelde voorwaarden door het IAWM erkend is.

**Art. 22.** § 1. Indien de uitvoering van de leerovereenkomst om welke reden dan ook langer dan zes maanden wordt geschorst, wordt de einddatum van de overeenkomst vastgelegd op 31 juli van het jaar volgend op het jaar waarin de overeenkomst had moeten aflopen.

§ 2. Indien de leerling zijn opleidingsjaar door de duur van de schorsing van de leerovereenkomst niet succesvol kan afsluiten, kan het IAWM de leerovereenkomst ongeacht artikel 18, §§ 1 en 2, van dit besluit verlengen met de duur van de schorsing of zo nodig met een volledig opleidingsjaar.

§ 3. Gedurende de tijd dat de leerovereenkomst geschorst is, heeft de leerling het recht aan de algemene cursussen en beroeps cursussen en aan de tests en examens deel te nemen.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Einde van de leerovereenkomst en verbreking van de overeenkomst*

**Art. 23.** § 1. De leerovereenkomst eindigt :

1° bij het verstrijken van de termijn van de overeenkomst; die termijn wordt vastgesteld op 31 juli van het jaar waarin de opleiding afloopt, behalve in het geval van overeenkomsten met een beperkte duur waarvan de termijn uitgesteld moet worden om de minimumduur van één jaar opleiding in acht te nemen;

2° bij een opzegging tijdens de proeftijd krachtens artikel 18, § 5;

3° bij één van de ernstige redenen vermeld in de artikelen 24 of 25. In dit geval eindigt de leerovereenkomst zonder opzeggingstermijn;

4° met wederzijdse toestemming;

5° bij onoverbrugbare meningsverschillen tussen de partijen en nadat een door de leersecretaris georganiseerde bemiddelingspoging mislukt is. Behoudens een andersluidende minnelijke schikking bedraagt de opzeggingstermijn in dit geval vier weken te rekenen vanaf de datum van de bemiddeling;

6° wanneer de leerling van beroep wil veranderen. Is dit het geval tijdens de in artikel 19, § 1, bepaalde periode waarin leerovereenkomsten kunnen worden gesloten, dan bedraagt de opzeggingstermijn behoudens een andersluidende minnelijke schikking vier weken. Anders eindigt de leerovereenkomst de eerstvolgende 30e juni;

7° wanneer de overeenkomst meer dan zes maanden is geschorst en een van de partijen de overeenkomst niet meer wenst voort te zetten;

8° wanneer één van de beide partijen overlijdt;

9° in geval van overmacht, indien deze de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk maakt;

10° voor het verstrijken van de in 1° vermelde termijn, ten vroegste echter vanaf de 30e juni van het laatste opleidingsjaar en na de officiële mededeling van de eidevaluatie van de opleiding door het IAWM, voor zover beide partijen daarin toegestemd hebben en er een schriftelijke aanstellingsbevestiging van de toekomstige werkgever voorhanden is waarop de datum van aanstelling vermeld staat.

§ 2. In geval van een onder § 1, 2° tot 10°, beschreven verbreking van de overeenkomst moet het ondernemingshoofd de leersecretaris onmiddellijk over de verbreking van de overeenkomst informeren. De reden voor de verbreking van de leerovereenkomst wordt door de partijen schriftelijk in een daarvoor bestemd formulier vastgelegd en wordt door de partijen ondertekend.

De Minister bevoegd voor Vorming bepaalt het model van het formulier.

**Art. 24.** Het ondernemingshoofd kan zich beroepen op een ernstige reden die de ontbinding van de leerovereenkomst van rechtswege wettigt :

1° wanneer de leerling zich schuldig maakt aan een oneerlijke handeling, een feitelijkheid of grove beledigingen ten aanzien van het ondernemingshoofd, de opleider of het personeel van de onderneming;

2° wanneer de leerling tijdens de uitvoering van zijn overeenkomst opzettelijk zware materiële of morele schade aanricht;

3° wanneer de leerling beroepsgeheimen verraadt of een zware indiscretie in een zakelijke aangelegenheid begaat;

4° wanneer de leerling in het algemeen ernstig tekortschiet in de nakoming van zijn plichten inzake orde, veiligheid en tucht in de onderneming of opzettelijk respectievelijk door grove nalatigheid het arbeidsreglement overtreedt;

5° wanneer de leerling ernstig tekortschiet in de nakoming van zijn plichten ten aanzien van de uitvoering van de leerovereenkomst of de instructies van het ondernemingshoofd of van de opleider opzettelijk respectievelijk door grove nalatigheid overtreedt.

**Art. 25.** De leerling of zijn wettelijke vertegenwoordiger kan zich beroepen op een ernstige reden die de ontbinding van de leerovereenkomst van rechtswege wettigt :

1° wanneer het ondernemingshoofd of de opleider zich schuldig maakt aan een oneerlijke handeling, een feitelijkheid of grove beledigingen ten aanzien van de leerling;

2° wanneer het ondernemingshoofd of de opleider dergelijke handelingen van derden ten aanzien van de leerling gedooft;

3° wanneer de goede zeden van de leerling tijdens de uitvoering van de overeenkomst in gevaar komen;

4° wanneer de gezondheid of de veiligheid van de leerling tijdens de uitvoering van de overeenkomst aan risico's wordt blootgesteld die hij bij het sluiten van de overeenkomst niet kon voorzien;

5° wanneer het ondernemingshoofd of de opleider in het algemeen ernstig tekortschiet in de nakoming van zijn plichten wat de uitvoering van de leerovereenkomst betreft, of opzettelijk respectievelijk door grove nalatigheid zich niet kwijt van zijn taak om de leerling op te leiden;

6° wanneer het ondernemingshoofd of de opleider die met de praktische opleiding belast is, de opleidingsonderneming verlaat of zijn opdracht niet kan meer kan vervullen.

*HOOFDSTUK IX. — Intrekking van de erkenning van een leerovereenkomst  
en van de toestemming om nieuwe leerovereenkomsten te sluiten*

**Art. 26.** § 1. Het IAWM trekt de erkenning van de leerovereenkomst in :

1° wanneer een der partijen bij het sluiten van de overeenkomst bewust valse inlichtingen verstrekt heeft of valse respectievelijk vervalste documenten heeft ingediend;

2° wanneer de voorwaarden voor de erkenning van de overeenkomst, in het bijzonder de toelatingsvoorwaarden voor leerlingen (hoofdstuk II) en de toelatingsvoorwaarden voor opleidingsondernemingen (hoofdstuk III), niet meer vervuld zijn;

3° wanneer een van beide partijen ook na een schriftelijke aanmaning door de leersecretaris of na een door de leersecretaris georganiseerde bemiddelingspoging haar contractuele plichten verzuimt;

4° wanneer een van de partijen een van de zware fouten bedoeld in de artikelen 24 en 25 begaat.

§ 2. Wanneer een onderneming haar erkenning als opleidingsonderneming voor een bepaald beroep verliest, trekt het IAWM de erkenning in van alle leerovereenkomsten die deze opleidingsonderneming voor dat beroep gesloten heeft.

Wanneer de leerling tijdens het lopende opleidingsjaar onder de leerplicht valt, kan deze leerovereenkomst tot 31 juli van het lopende opleidingsjaar worden voortgezet.

§ 3. Het IAWM trekt de erkenning van een leerovereenkomst in, indien uit de uitslag van tests en examens, besluiten van klassenraden, de praktische evaluatie tijdens de leertijd of een advies van een psycho-medisch-sociaal centrum blijkt dat de leerling niet de noodzakelijke vaardigheden bezit om de leertijd van het beroep waarop de leerovereenkomst betrekking heeft, met succes te beëindigen.

**Art. 27.** § 1. De intrekking van de erkenning van een leerovereenkomst kan voor het ondernemingshoofd gepaard gaan met een intrekking van de toestemming om verdere leerovereenkomsten te sluiten.

§ 2. De toestemming die het ondernemingshoofd heeft gekregen om verdere leerovereenkomsten te sluiten, wordt door het IAWM ingetrokken :

1° wanneer de voorwaarden voor de erkenning van leerovereenkomsten, in het bijzonder de voorwaarden voor ondernemingshoofden vermeld in artikel 10 van dit besluit, niet meer vervuld zijn;

2° wanneer het ondernemingshoofd, na schriftelijke aanmaning door de leersecretaris of na een bemiddelingspoging door de leersecretaris, zijn contractuele plichten herhaaldelijk verzuimt;

3° wanneer het ondernemingshoofd een van de in artikel 25 beschreven zware fouten begaat en het IAWM ervan moet uitgaan dat de normale uitvoering van verdere leerovereenkomsten niet meer gewaarborgd is.

§ 3. Als het ondernemingshoofd de toestemming om nieuwe leerovereenkomsten te sluiten verliest, verliest zijn onderneming ook de erkenning als opleidingsonderneming.

§ 4. De intrekking van de toestemming om nieuwe leerovereenkomsten te sluiten kan in de tijd beperkt worden. De minimale duur van de intrekking bedraagt echter een jaar.

De intrekking kan bovendien tot een beroep beperkt worden, onverminderd de toestemming om leerovereenkomsten voor andere beroepen te sluiten.

§ 5. Het IAWM kan het terugkrijgen van de toestemming om nieuwe leerovereenkomsten te sluiten koppelen aan verplichtingen die uit de bepalingen van dit besluit voortvloeien.

**Art. 28.** § 1. De erkenning als opleidingsonderneming wordt ook ingetrokken :

1° wanneer de opleidingsonderneming niet meer over geschikte opleiders beschikt;

2° wanneer de voorwaarden voor de erkenning van leerovereenkomsten, in het bijzonder de toelatingsvoorwaarden voor de opleidingsondernemingen vermeld in de artikelen 9 tot 11 van dit besluit, niet meer vervuld zijn;

3° wanneer een opleider of personeelslid van de onderneming een van de in artikel 25 beschreven zware fouten begaat en het IAWM ervan moet uitgaan dat de normale uitvoering van verdere leerovereenkomsten niet meer gewaarborgd is.

§ 2. Als de opleidingsonderneming haar erkenning verliest, verliest ze ook de toestemming om nieuwe leerovereenkomsten te sluiten.

§ 3. Het verlies van de erkenning als opleidingsonderneming kan in de tijd beperkt worden. De minimale duur van de intrekking bedraagt echter een jaar.

De intrekking kan bovendien tot een bepaald beroep beperkt worden, onverminderd de erkenning als opleidingsonderneming voor andere beroepen.

§ 4. Het IAWM kan het terugkrijgen van de toestemming om nieuwe leerovereenkomsten te sluiten koppelen aan verplichtingen die uit de bepalingen van dit besluit voortvloeien. Indien dat recht weer wordt toegekend, wordt de erkenning als opleidingsonderneming voorlopig voor de duur van drie jaar verleend.

**Art. 29.** § 1. De intrekking van de erkenning van een leerovereenkomst kan voor de leerling gepaard gaan met een intrekking van de toestemming om verdere leerovereenkomsten te sluiten.

§ 2. Het IAWM trekt het recht van de leerling om verdere leerovereenkomsten te sluiten in :

1° wanneer de voorwaarden voor de erkenning van leerovereenkomsten, in het bijzonder de toelatingsvoorwaarden voor de leerlingen vermeld in de artikelen 5 tot 8 van dit besluit, niet meer vervuld zijn;

2° wanneer de leerling na schriftelijke aanmaning door de leersecretaris of na een bemiddelingspoging door de leersecretaris zijn contractuele plichten herhaaldelijk verzuimt;

3° wanneer de leerling een van de zware fouten vermeld in artikel 24 begaat en het IAWM ervan moet uitgaan dat de normale uitvoering van verdere leerovereenkomsten niet meer gewaarborgd is;

4° op grond van een besluit van de klassenraad van het ZAWM of van de organisator bij wie hij de algemene cursussen of beroeps cursussen volgt, voor zover hij een tweede keer niet slaagt voor de overgangsexamens of voor de examens aan het einde van de leertijd.

§ 3. De intrekking van het recht van de leerling om nieuwe leerovereenkomsten te sluiten kan in de tijd beperkt worden. De minimale duur van de intrekking bedraagt echter een jaar.

De intrekking kan bovendien tot een bepaald beroep beperkt worden, onverminderd de toestemming om leerovereenkomsten voor andere beroepen te sluiten.

§ 4. Het IAWM kan het terugkrijgen van de toestemming om nieuwe leerovereenkomsten te sluiten koppelen aan verplichtingen die voortvloeien uit de bepalingen van dit besluit.

**Art. 30.** § 1. Het IAWM kan de erkenning van een leerovereenkomst, de toestemming om nieuwe leerovereenkomsten te sluiten of de erkenning als opleidingsonderneming slechts intrekken, indien de leersecretaris in geval van intrekking van de erkenning van een leerovereenkomst beide partijen - in geval van intrekking van de toestemming om nieuwe leerovereenkomsten te sluiten - de betrokken persoon of - in geval van intrekking van erkenning als opleidingsonderneming - het ondernemingshoofd schriftelijk en met een aangetekende brief aangemaand heeft, binnen veertien dagen schriftelijk een standpunt ten aanzien van de eventuele intrekking van de erkenning of van de toestemming in te nemen. In de desbetreffende aanmaning geeft de leersecretaris toelichting omtrent de redenen, de inbreuken en de wettelijke verwijzingen die aan de procedure tot intrekking van de erkenning of de toestemming ten grondslag liggen. Bovendien moet uit die brief blijken binnen welke termijn het standpunt moet inkomen.

§ 2. Indien het IAWM binnen de in § 1 vermelde termijn geen standpunt ontvangt, beslist het met kennis van zaken en na een grondig onderzoek van alle feiten of het de met redenen omklede intrekking van de erkenning of de toestemming uitvoert, in de tijd beperkt of bepaalde verplichtingen aan de teruggave van de erkenning of de toestemming verbindt.

Het IAWM deelt zijn beslissing per aangetekende brief mee aan het ondernemingshoofd.

#### HOOFDSTUK X. — *Beroepsprocedure*

**Art. 31.** § 1. Het ondernemingshoofd aan wie het sluiten van een leerovereenkomst door het IAWM wordt geweigerd of van wie de erkenning van de leerovereenkomst wordt ingetrokken of aan wie de erkenning als opleidingsonderneming werd ontzegd, kan hiertegen beroep instellen bij de Minister bevoegd voor Vorming.

§ 2. Het beroep moet per aangetekende brief aan het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap worden gericht binnen veertien dagen te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving van de bestreden beslissing van het IAWM. Het beroep moet met redenen omkleed zijn. Bovendien moet een afschrift van de bestreden beslissing worden bijgevoegd.

§ 3. Het IAWM, het ZAWM, alsook de in de middenstandsopleiding werkzame leerkrachten, de leden van examencommissies en de insteller van het beroep bezorgen het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap op verzoek binnen veertien dagen alle documenten en inlichtingen die dienstig kunnen zijn om het beroep correct te beoordelen.

§ 4. De Minister bevoegd voor Vorming beslist of het beroep wordt ingewilligd. De beslissing wordt per aangetekende brief aan het IAWM en de insteller van het beroep overgezonden.

#### HOOFDSTUK XI. — *De gecontroleerde leerverbintenis*

**Art. 32.** Indien het ondernemingshoofd het ouderlijk gezag of de voogdij over de leerling uitoefent, sluit het ondernemingshoofd een gecontroleerde leerverbintenis met de leersecretaris af.

**Art. 33.** De gecontroleerde leerverbintenis eindigt op de dag waarop de leerling meerderjarig wordt. Indien de leerling en het ondernemingshoofd hiermee instemmen, wordt de leertijd in het kader van een leerovereenkomst voortgezet.

**Art. 34.** Door het sluiten van een leerverbintenis ontstaan voor het ondernemingshoofd, de opleider en de leerling dezelfde rechten en plichten als deze die uit de ondertekening van een leerovereenkomst voortvloeien.

#### HOOFDSTUK XII. — *Slotbepalingen*

**Art. 35.** Het ministerieel besluit van 27 oktober 1978 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten en van de gecontroleerde leerverbintenissen in de voortdurende vorming van de middenstand, zoals laatstelijk gewijzigd, wordt voor de Duitstalige Gemeenschap opgeheven.

**Art. 36.** Het besluit van de Executieve van 24 februari 1989 tot vaststelling van een periode voor de afsluiting van de leerovereenkomsten en gecontroleerde leerverbintenissen in de permanente vorming van de middenstand, laatstelijk gewijzigd bij besluit van de Regering van 22 december 1993, wordt opgeheven.

**Art. 37.** Alle leerovereenkomsten en gecontroleerde leerverbintenissen die voor de inwerkingtreding van dit besluit werden erkend, worden ook na de inwerkingtreding van dit besluit als erkend beschouwd. Zodra de bepalingen van dit besluit in werking zijn getreden, zijn ze van toepassing op deze leerovereenkomsten en gecontroleerde leerverbintenissen.

**Art. 38.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2009, met uitzondering van artikel 5, dat in werking treedt op 1 juli 2010.

**Art. 39.** De Minister bevoegd voor Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 4 juni 2009.

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen,  
K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-President,  
Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Zaken en Toerisme,  
B. GENTGES

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2012 — 1845

[C - 2012/31320]

**7 MEI 2009.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van 5 oktober 2000 inzake de vaststelling van de algemene voorwaarden tot samenwerking met de gemeenten die in aanmerking kunnen komen voor de driejarige ontwikkelingsdotatie in het kader van investeringen van openbaar nut

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, inzonderheid artikel 15, tweede lid;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 5 oktober 2000 inzake de vaststelling van de algemene voorwaarden tot samenwerking met de gemeenten die in aanmerking kunnen komen voor de driejarige ontwikkelingsdotatie in het kader van investeringen van openbaar nut;

Gelet op het advies nr. 46.120/4 van de Raad van State, gegeven op 26 maart in toepassing van artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Gelet op de advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Begroting;

Op de voordracht van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 5 oktober 2000 inzake de vaststelling van de algemene voorwaarden tot samenwerking met de gemeenten die in aanmerking kunnen komen voor de driejarige ontwikkelingsdotatie in het kader van investeringen van openbaar nut, wordt opgeheven.

**Art. 2.** In artikel 3, § 1, tweede lid, van datzelfde besluit wordt 2° opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit worden in de Franse tekst de woorden « la convention-exécution » vervangen door de woorden « une convention-exécution ».

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

**Art. 5.** De Minister, bevoegd voor de plaatselijke besturen, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 mei 2009.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting en Openbare Netheid,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Gewestelijke Informatica,

G. VANHENGEL

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 1845

[C - 2012/31320]

**7 MAI 2009.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 5 octobre 2000 fixant les conditions générales de collaboration avec les communes susceptibles de bénéficier de la dotation triennale de développement dans le cadre de la réalisation d'investissements d'intérêt public

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public notamment l'article 15, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 octobre 2000, fixant les conditions générales de collaboration avec les communes susceptibles de bénéficier de la dotation triennale de développement dans le cadre de la réalisation d'investissements d'intérêt public;

Vu l'avis 46.120/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 2008 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 octobre 2000 fixant les conditions générales de collaboration avec les communes susceptibles de bénéficier de la dotation triennale de développement dans le cadre de la réalisation d'investissements d'intérêt public, est abrogé.

**Art. 2.** Dans l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du même arrêté; le 2° est abrogé.

**Art. 3.** Dans l'article 3, § 2, du texte français, de ce même arrêté, les mots « la convention-exécution » sont remplacés par les mots « une convention-exécution. ».

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

**Art. 5.** Le Ministre chargé des pouvoirs locaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 mai 2009.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement et de la Propreté publique,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de l'Informatique régionale,

G. VANHENGEL